

UNGEI, 10 ans plus tard

La marche vers l'égalité des sexes dans l'éducation



L'Initiative des Nations Unies pour l'éducation des filles (UNGEI) a 10 ans. Lancée en 2000 à Dakar, au Sénégal, par le Secrétaire général de l'époque M. Kofi Annan, l'UNGEI encourage l'éducation des filles et œuvre en faveur de l'égalité des sexes dans l'éducation sous l'égide d'un réseau de partenaires agissant aux niveaux mondial, régional, national et infranational. Malgré les nombreux défis et les multiples contraintes auxquels elle a dû faire face, l'UNGEI a remporté de grands succès au cours de cette décennie.

Ce rapport dresse un panorama de la situation actuelle concernant l'éducation des filles et l'égalité entre les sexes. Il présente rapidement les activités et les fonctions de l'UNGEI, passe en revue les problèmes à régler et esquisse l'orientation future de l'UNGEI. Il ne s'agit pas d'une évaluation de l'UNGEI, mais plutôt d'un dossier sur ses activités et sa fonction de valeur ajoutée concernant la promotion des Objectifs du Millénaire pour le développement qui ont trait à l'égalité des sexes, à l'éducation et à la réduction de la pauvreté, ainsi que des objectifs de l'Éducation pour tous.

Ce compte-rendu se fonde sur une analyse des documents de l'UNGEI et sur les réponses apportées à une enquête interne réalisée auprès des agents de liaison de l'UNGEI aux niveaux mondial, régional et national. Au niveau mondial, les agents de liaison sont généralement des responsables chargés des questions d'égalité des sexes dans l'éducation dans leurs organisations respectives. Aux niveaux régional et national, ce sont souvent, mais pas obligatoirement, des fonctionnaires du Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF). Le Comité consultatif mondial de l'UNGEI a supervisé l'enquête et fait des commentaires sur le rapport, avec l'assistance du Secrétariat de l'UNGEI.

Dans le cadre de cette analyse, l'UNGEI s'efforce de dynamiser ses actions et de contribuer aux initiatives en cours visant à réaliser le droit de toutes les filles à l'éducation, mesuré par la parité et l'égalité des sexes dans l'éducation. Si la communauté mondiale atteint son but, à savoir éliminer les disparités liées au sexe et réaliser, grâce à l'éducation, l'égalité des sexes dans l'éducation, les femmes vivront mieux et leurs sociétés y gagneront, notamment en termes de santé et de réduction de la pauvreté.

Initiative des Nations Unies pour l'éducation des filles

c/o UNICEF
Section de l'éducation
Programmes
3 United Nations Plaza
New York, NY 10017, États-Unis

Courriel : ungei@unicef.org
Internet : <http://www.ungei.org>

© Initiative des Nations Unies pour l'éducation des filles
Mai 2010

Photo de couverture :
UNICEF/NYHQ2007-1039/Olivier Asselin

Photos de la quatrième de couverture (sens des aiguilles d'une montre, à partir d'en haut à gauche) :
UNICEF/NYHQ2007-2534/Gonzalo Bell;
UNICEF/NYHQ2005-1812/Giacomo Pirozzi;
UNICEF/NYHQ2006-1914/Tom Pietrasik;
UNICEF/NYHQ2007-1889/Josh Estey

Maquette conçue par :
Big Yellow Taxi, Inc.

UNGEI!
L'Initiative des Nations Unies
pour l'éducation des filles

UNGEI, 10 ans plus tard

La marche vers l'égalité des sexes dans l'éducation

« Si nous voulons que nos efforts visant à édifier un monde plus sain , plus pacifique et plus équitable soient couronnés de succès, les salles de classe du monde entier doivent être pleines d'autant de filles que de garçons...L'une après l'autre, toutes les études ont confirmé qu'aucun outil de développement n'est plus efficace que l'éducation des filles. Aucune autre politique n'est susceptible de contribuer autant à la productivité économique, de faire reculer la mortalité infantile et maternelle, d'améliorer la nutrition et de promouvoir la santé, et notamment de prévenir le VIH/SIDA. Aucune autre politique n'a ce pouvoir d'améliorer les chances de la prochaine génération de recevoir une éducation. »

Kofi Annan, ancien Secrétaire général des Nations Unies, déclaration faite en avril 2003 en réponse à un rapport préparé dans le cadre de la Campagne mondiale pour l'éducation

« La condition inférieure des femmes et des filles dans notre société est un problème majeur. Les parents sont prêts à éduquer leurs fils mais pas leurs filles. Le Népal compte autant de filles que de garçons, mais il y a moins de filles à l'école. Parce que ce sont des filles, elles ont beaucoup de corvées domestiques à faire et elles sont obligées d'interrompre leurs études. Cette discrimination de la part de nos parents nous désole. L'absence d'installations appropriées dans les écoles nous oblige aussi à abandonner nos études ... Les sévices et le harcèlement sexuels sur le chemin de l'école nous obligent à quitter l'école ... »

Reshmi Chowdhary, 16 ans, Club d'enfants de Biratnagar; remarques à l'occasion de la séance d'ouverture de la Réunion technique Asie-Pacifique du Comité consultatif mondial (CCM) de l'UNGEI intitulée 'Équité, Égalité des sexes et Qualité de l'éducation', juin 2008

« L'investissement dans l'éducation des filles est, comme on le sait, rentable. Avec de l'instruction, les filles ont plus de chances d'avoir de meilleurs salaires et de trouver de meilleurs emplois, d'avoir moins d'enfants mais des enfants en bonne santé et d'accoucher dans des conditions plus favorables. »

Déclaration du Secrétaire général des Nations Unies Ban Ki-moon à l'occasion de la Journée mondiale de la population, le 11 juillet 2009

De nombreuses personnes et institutions ont fait des commentaires et apporté leurs contributions tout au long de la préparation de ce rapport.

Nous sommes tout d'abord reconnaissants à Mme Elizabeth Heen et au Groupe de travail du Rapport annuel pour leurs conseils, leurs commentaires et leurs suggestions détaillées qui ont permis d'apporter des améliorations à ce rapport tout au long de son élaboration. Le Groupe de travail du Rapport annuel comprend actuellement l'Agence norvégienne de coopération pour le développement, l'Agence suédoise de coopération internationale au développement, la Campagne pour l'Éducation pour tous du Réseau Afrique, le Ministère du développement international

du Royaume-Uni et le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF).

Nos remerciements sincères vont aussi à Mme Jyotsna Jha, consultante indépendante, qui a rédigé le présent rapport.

Nous sommes reconnaissants aux membres du Comité consultatif mondial de l'UNGEI pour la richesse de leurs contributions.

Nous remercions aussi les agents de liaison de l'UNGEI et leurs collègues aux niveaux régional et national pour la documentation fournie et pour leurs réponses à l'enquête.

Enfin, nous sommes redevables à l'équipe de l'UNICEF chargée de la documentation et de la rédaction pour son soutien.

Secrétariat de l'UNGEI, mars 2010





Remerciements **ii**

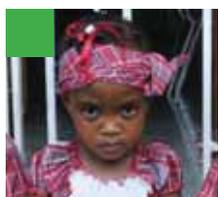
Résumé analytique **2**



Chapitre 1 :
L'UNGEI : une impulsion supplémentaire pour l'éducation des filles **4**



Chapitre 2 :
L'éducation des filles : le point sur la situation actuelle **8**
La parité des sexes dans l'éducation : à portée de main et pourtant très loin 9
L'égalité des sexes dans l'éducation : le chemin est encore long 14
Pauvreté, privations et situations d'urgence 17
Autres défis à relever 19



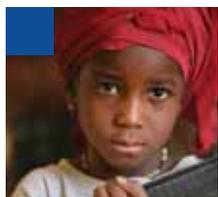
Chapitre 3 :
L'UNGEI à l'œuvre : faire la différence **20**
Contributions techniques et mesures de renforcement des capacités 21
Dialogue sur les politiques et plaidoyer 26
Coordination et alignement sur la structure de l'aide 29
Impact des initiatives et engagements de l'UNGEI 31



Chapitre 4 :
L'union fait la force **32**
Comment le partenariat de l'UNGEI fonctionne-t-il ? 33
Limitations et défis 36



Chapitre 5 :
La voie à suivre **38**
Renforcement de l'UNGEI : les étapes nécessaires 39
Accélérer la réalisation de l'égalité des sexes dans l'éducation 40



Références **42**

Annexes **43**
Comité consultatif mondial de l'UNGEI et partenaires mondiaux 43
Interventions de l'UNGEI : un panorama 44
Régions, selon le classement de l'UNESCO et de l'UNICEF 46

L'Initiative des Nations Unies en faveur de l'éducation des filles (UNGEI) fête son dixième anniversaire en 2010. *UNGEI, 10 ans plus tard : la marche vers l'égalité des sexes dans l'éducation* a pour but d'évaluer l'efficacité de l'initiative, d'identifier les obstacles et de proposer des étapes à suivre pour remplir la mission de l'UNGEI : garantir à toutes les filles et à tous les garçons une éducation de qualité. Bien qu'il ne s'agisse pas à proprement parler d'une évaluation, le rapport décrit les activités de l'UNGEI et ses contributions à la promotion des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) qui ont trait à l'éducation et à l'Éducation pour tous (EPT) grâce à une analyse des documents et rapports internes de l'UNGEI préparés par des agents de liaison aux niveaux mondial, régional et national. En outre, le rapport fait état des progrès accomplis dans le secteur de l'éducation des filles au cours de la dernière décennie, tout en exposant les défis qu'il reste à relever pour atteindre l'égalité des sexes dans l'éducation.

L'UNGEI : une impulsion supplémentaire pour l'éducation des filles

Plusieurs études ont révélé que l'éducation des filles entraîne des changements positifs plus importants pour l'individu et pour la société que toute autre intervention. L'éducation ouvre des portes, tant au niveau social qu'économique, et favorise la participation des garçons comme des filles. Par ailleurs, l'éducation des filles a un effet boule de neige sur la famille, la communauté et la nation. L'UNGEI, qui a été créée pour promouvoir la parité et l'égalité des sexes dans l'éducation, comporte un Secrétariat dont les bureaux sont situés au siège de l'UNICEF, et elle est dirigée par un Comité consultatif mondial (CCM) constitué d'organisations multilatérales, bilatérales et de la société civile. Elle s'appuie sur des réseaux locaux d'organisations pour opérer aux niveaux national et régional.

L'éducation des filles : le point sur la situation actuelle

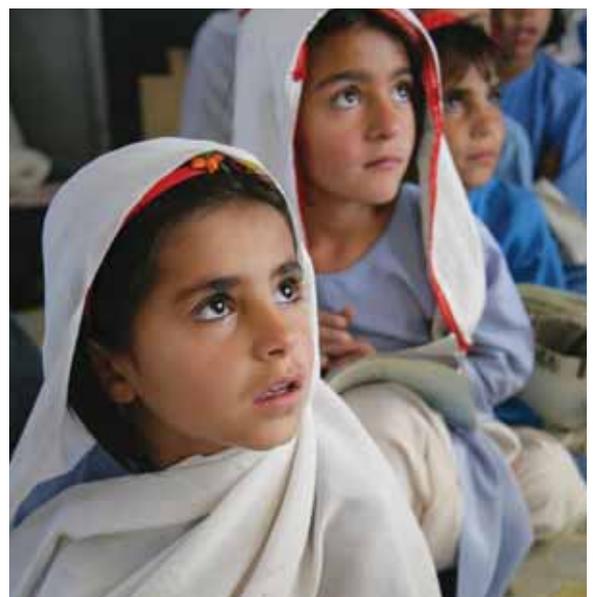
Des changements considérables sont intervenus dans l'éducation des filles depuis le Forum mondial sur l'éducation de Dakar (Sénégal) et le Sommet du Millénaire organisé par les Nations Unies à New York en 2000. En 2007, moins de 72 millions d'enfants ne fréquentaient pas l'école primaire, contre plus de 100 millions en 1999. Depuis le lancement de l'UNGEI, trois grandes tendances sont apparues : (i) la parité garçons/filles concernant l'accès à l'école et la fréquentation scolaire s'est améliorée de manière notable, bien que les progrès soient irréguliers selon les niveaux d'instruction, les régions et les pays; (ii) des écarts profonds persistent dans des secteurs significatifs pour l'égalité des sexes, par exemple le choix

des matières, les stéréotypes et les idées préconçues dans les manuels, les méthodes d'apprentissage et l'attitude des enseignants à l'égard des filles; et (iii) l'éducation des jeunes filles et des femmes est souvent sacrifiée en cas de difficultés, telles que pauvreté, conflits, catastrophes naturelles et crises économiques.

Malgré les progrès accomplis en faveur de la parité et de l'égalité des sexes dans l'éducation, cinq défis subsistent : (i) le risque de perdre les acquis obtenus pour les filles en matière de scolarisation, fréquentation scolaire et poursuite de la scolarité pendant la période de récession qui frappe la planète; (ii) le fait que l'égalité des sexes soit compromise à plusieurs égards : processus scolaires, manuels scolaires, choix des matières, attitudes des enseignants et exposition à la violence; (iii) le traitement des problèmes liés au sexe comme s'il s'agissait de questions auxiliaires au lieu de les intégrer dans les orientations, le budget et l'administration de l'éducation; (iv) l'absence d'interventions tenant compte des sexospécificités lors des situations d'urgence; et (v) le fait de ne pas reconnaître que l'égalité des sexes est synonyme d'égalité des chances pour les filles comme pour les garçons.

L'UNGEI à l'œuvre

L'UNGEI s'est imposée comme un outil important pour la promotion de la parité et de l'égalité des sexes dans le secteur de l'éducation. Elle s'est développée différemment dans chaque région, avec des priorités distinctes, mais en se référant à trois grandes stratégies : (i) contributions techniques et renforcement des capacités, (ii) dialogue sur les politiques et



plaidoyer, et (iii) coordination et alignement sur la structure de l'aide en vigueur.

Contributions techniques et renforcement des capacités

L'UNGEI a comblé des lacunes dans les connaissances et l'information par divers moyens : création et partage d'outils, de ressources et d'expériences, notamment analyses par sexe des plans sectoriels nationaux appuyés par l'Initiative pour l'accélération de l'Éducation pour tous, élaboration d'outils et de lignes directrices relatifs à l'équité et à l'inclusion, et nombreuses publications sur des thèmes tels que la protection de l'enfant, le suivi et l'évaluation. Les partenaires de l'UNGEI ont préparé des documents sur les meilleures pratiques en matière d'éducation des filles, ils ont favorisé l'intégration de l'égalité des sexes dans les activités d'éveil du jeune enfant et les approches sectorielles, et ils ont coopéré avec les organismes régionaux et ministères nationaux de l'éducation sur les audits en matière d'égalité des sexes et les politiques de l'éducation.

Dialogue sur les politiques et plaidoyer

L'UNGEI s'exprime d'une seule voix pour mettre en valeur l'importance de l'éducation des filles et pour influencer le débat politique. Au niveau mondial, l'UNGEI s'est associée à la publication du *Rapport mondial de suivi* et à ses mécanismes; aux mécanismes de l'EPT, notamment aux réunions du Groupe de haut niveau; aux mécanismes de l'Initiative pour l'accélération de l'Éducation pour tous; et à d'autres processus importants pour la promotion des politiques de l'éducation et des allocations budgétaires. Au niveau régional, l'UNGEI a élaboré et diffusé des mécanismes techniques, et elle a consolidé les activités de renforcement des capacités et le dialogue avec les gouvernements.

Coordination et alignement sur la structure de l'aide

À tous les niveaux, l'UNGEI encourage un meilleur alignement de l'aide et des allocations durables de l'aide à l'éducation des filles. L'UNGEI a élargi la base d'informations et l'accès à l'information des organisations partenaires afin de garantir l'efficacité des activités et d'éviter le double emploi. L'inclusion, au sein de l'initiative, de plusieurs organisations multilatérales et bilatérales importantes favorise une coordination efficace et permet d'assigner à la question de l'éducation des filles un rang de priorité élevé. L'UNGEI parle d'une seule voix pour rappeler à la communauté internationale que l'éducation des filles n'est pas seulement une question de droits, mais aussi la voie qui mène au développement durable et un élément

incontournable pour sortir de la crise financière. Aux niveaux régional et national, ses partenaires coopèrent étroitement avec les ministères de l'éducation et d'autres réseaux gouvernementaux à l'élaboration de plans, politiques et budgets relatifs à l'éducation.

Limitations et défis

Malgré des succès incontestables, l'UNGEI s'est heurtée à certains problèmes qui ont limité son action et qu'il va falloir résoudre pour renforcer au maximum son efficacité, à savoir : l'exclusion dans certains pays de partenaires stratégiques importants, l'incapacité de communiquer efficacement au niveau national, le manque de fonds, des activités sporadiques et peu ciblées dans certains pays, des capacités techniques peu développées et un manque d'intérêt dans la mesure où le partenariat est parfois perçu comme étant une initiative de l'UNICEF. Le partenariat s'est avéré plus solide aux niveaux mondial et régional qu'au niveau national. Mais il reste beaucoup à faire.

La voie à suivre

Pour renforcer l'UNGEI, il est nécessaire de (i) dynamiser les activités au niveau national, (ii) faire passer un message simple et direct aux partenaires du développement expliquant le rôle et les objectifs de l'UNGEI, surtout au niveau national, (iii) faire en sorte que les partenariats régionaux soient plus efficaces, (iv) identifier des orientations claires et des domaines d'action ciblés dans chaque région, (v) investir dans le renforcement des capacités des partenaires, (vi) s'assurer que le suivi et les normes de transparence des actions de l'UNGEI sont assurés à tous les niveaux.

Pour accélérer la réalisation de l'égalité des sexes dans l'éducation, toutes les parties prenantes – y compris la communauté internationale, les gouvernements nationaux, les décideurs et la société civile – doivent s'efforcer de (i) conserver et renforcer les investissements dans les interventions qui ont contribué à la scolarisation et à la poursuite de la scolarité des filles, (ii) renforcer l'attention accordée aux politiques, financements et types de programmes favorables à l'égalité des sexes, (iii) intégrer les questions de parité des sexes dans l'éducation à tous les niveaux, (iv) faire en sorte que l'éducation tienne compte des différences entre filles et garçons lors des situations d'urgence, (v) s'assurer que les interventions répondent aux besoins des garçons comme des filles, et (vi) intégrer l'égalité des sexes dans la protection sociale et l'atténuation de la pauvreté.

Forte de l'expérience de la dernière décennie, l'UNGEI est prête à aborder les étapes suivantes et à accomplir les tâches qui lui incombent.





UNICEF/NYHQ2006-2459/Giacomo Pirozzi

L'éducation est un droit fondamental pour tous, qui revêt une importance particulière pour les filles et les femmes dans le contexte mondial actuel caractérisé par des inégalités entre les sexes. En plus de ses avantages intrinsèques qui consistent à répondre aux aspirations des individus et à améliorer leurs compétences pratiques et leur vie sociale, l'éducation permet aux filles et aux femmes d'avoir accès à des outils qui pourront transformer leur vie dans des sociétés essentiellement patriarcales.

L'éducation ouvre des horizons sociaux et économiques, et favorise une participation à la gouvernance qui fera une différence. Elle a un impact sur certains aspects sociaux et économiques tels que la dégradation de l'environnement, la croissance démographique et les maladies que l'on peut prévenir. L'éducation des filles contribue largement à faire reculer les taux de fécondité et à ralentir la propagation du VIH et du SIDA dans les pays en développement, participant ainsi au développement social et à la croissance économique.

L'école élargit les horizons, ce qui est particulièrement important pour les jeunes filles.

L'éducation donne des moyens d'action aux plus défavorisés, ce qui entraîne une redistribution du pouvoir au sein de la famille et au-delà. Elle favorise les prises de position publiques et les revendications collectives, deux éléments essentiels pour le changement social et la promotion de la justice et de l'égalité. L'éducation des filles, en particulier, contribue à corriger les inégalités liées au sexe et fait reculer la violence à l'égard des filles et des femmes. Outre le fait que l'éducation est un droit – et un devoir – on constate que l'éducation des filles a un impact sur l'ensemble des communautés. L'activisme d'une seule fille ou d'un groupe de filles instruites – prenant fait et cause pour le droit de ne plus avoir à subir de mauvais traitements, d'exploitation et d'autres formes d'injustice – peut inspirer toutes les femmes d'une communauté¹.

L'effet boule de neige de l'éducation des filles, allié à la constatation que les disparités entre les sexes sont profondes dans de nombreuses régions, est à l'origine du mouvement qui a mené au lancement de l'UNGEI lors du Forum mondial de l'éducation de Dakar en avril 2000. L'UNGEI s'est appuyée sur les expériences de son précurseur, l'Initiative pour l'éducation des filles en

Afrique, qui était déjà opérationnelle dans plusieurs pays d'Afrique². L'UNGEI avait pour mandat de combler le fossé entre filles et garçons dans l'éducation primaire et secondaire avant 2005 et de s'assurer que, à l'horizon 2015, tous les enfants seraient en mesure d'achever le cycle primaire, grâce à l'accès sur un pied d'égalité à

tous les niveaux d'enseignement tant pour les filles que pour les garçons. Ce mandat a été intégré par la suite aux OMD 2 et 3. Dès le début, l'UNGEI s'est efforcée de donner une impulsion supplémentaire pour favoriser la réussite des OMD 2 et 3 et la promotion des objectifs de l'Éducation pour tous (EPT). (Voir encadré ci-dessous.)

Objectifs pertinents du Millénaire pour le développement et de l'Éducation pour tous et cibles qui y sont associées

OMD 2 : assurer l'éducation primaire pour tous.

Cible : donner à tous les enfants, garçons et filles, les moyens d'achever un cycle complet d'études primaires, d'ici à 2015

OMD 3 : promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes

Cible : éliminer les disparités entre les sexes dans les enseignements primaire et secondaire d'ici à 2005, si possible, et à tous les niveaux de l'enseignement en 2015, au plus tard.

Objectif 2 de l'EPT : faire en sorte que d'ici à 2015 tous les enfants, en particulier les filles, les enfants en difficulté et ceux qui appartiennent à des minorités ethniques, aient la possibilité d'accéder à un enseignement primaire obligatoire et gratuit de qualité et de l'achever.

Objectif 5 de l'EPT : éliminer les disparités entre les sexes dans l'enseignement primaire et secondaire d'ici à 2005 et instaurer l'égalité des sexes dans l'éducation d'ici à 2015, en veillant notamment à assurer aux filles un accès équitable et sans restriction à une éducation de base de qualité.



L'UNGEI s'est affirmée en tant que partenariat efficace aux niveaux mondial, régional et national. Sa gestion quotidienne est entre les mains du Secrétariat de l'UNGEI, qui se trouve au siège de l'UNICEF à New York. Le Secrétariat est dirigé par le Comité consultatif mondial (CCM), dont les membres appartiennent à diverses institutions multilatérales, bilatérales et internationales de la société civile. Le CCM se réunit deux fois par an et il est dirigé par rotation par deux coprésidents élus par les membres. Il opère en

organisant des réunions, des groupes de travail sur des questions spécifiques et en mettant en place des mécanismes de coordination. Les administrateurs régionaux de l'UNICEF dans le secteur de la communication jouent le rôle d'agents de liaison et dirigent les opérations dans leurs régions respectives. Pour clarifier ses objectifs et ses orientations, le CCM de l'UNGEI, le principal organe décideur, a adopté une définition de sa vision et de sa mission en 2008. *(Voir encadré ci-dessous).*

Vision et mission de l'UNGEI

Vision : Un monde où toutes les filles et tous les garçons du monde obtiennent, grâce à une éducation de qualité, les moyens de réaliser tout leur potentiel et de contribuer à transformer les sociétés de manière à ce que l'égalité des sexes y devienne une réalité.

Mission : L'Initiative des Nations Unies pour l'éducation des filles (UNGEI) a été lancée en 2000 par le Secrétaire général des Nations Unies pour aider les gouvernements nationaux à s'acquitter de leurs responsabilités concernant le respect du droit à l'éducation et l'égalité des sexes pour tous les enfants, les filles comme les garçons.

L'UNGEI s'efforce d'améliorer la qualité et la disponibilité de l'éducation dispensée aux filles afin de soutenir les objectifs d'égalité des sexes de l'Éducation pour tous, l'OMD 2 qui vise à atteindre l'éducation primaire universelle et l'OMD 3 qui vise à promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes.

L'UNGEI s'engage à accélérer l'action en faveur de l'éducation des filles et à dynamiser la large mobilisation sociale et l'action politique de haut niveau nécessaires pour s'assurer que toutes les filles et tous les garçons reçoivent une éducation de qualité.

L'UNGEI s'appuie sur une vaste alliance de partenaires motivés qui se sont mobilisés pour fournir un soutien direct aux pays et favoriser l'établissement d'un milieu éducatif où les filles comme les garçons peuvent s'épanouir et se développer dans toute la mesure de leurs potentialités.

Les partenaires de l'UNGEI mobilisent des ressources pour des interventions de projets ciblées, des programmes de pays et des interventions systématiques à grande échelle conçues pour avoir un impact sur l'ensemble du système éducatif.

L'UNGEI encourage des stratégies qui donnent la priorité aux besoins des plus désavantagés, notamment les filles et les femmes, dans les politiques, les plans et les budgets de l'éducation.

Le partenariat de l'UNGEI s'efforce de lever les obstacles qui entravent l'apprentissage, tels que les frais de scolarité et les autres coûts de l'éducation, la violence à l'école ou autour des écoles, et de soutenir la poursuite des programmes d'éducation lors des situations d'urgence, par exemple dans les zones touchées par un conflit armé, une catastrophe naturelle ou des chocs extérieurs, ainsi qu'au lendemain des crises et dans les contextes de fragilité.

L'UNGEI préconise l'adoption d'une approche globale intersectorielle, soutenue par un investissement équilibré dans l'éducation tout au long du cycle de vie, englobant les activités d'éveil du jeune enfant et le développement des enfants de familles pauvres, ainsi que l'alphabétisation et l'autonomisation des femmes et des jeunes.

L'UNGEI rationalise son action par une utilisation stratégique des mécanismes en place, tels que les stratégies de réduction de la pauvreté, les approches sectorielles, les cadres d'aide au développement de l'ONU et l'Initiative pour l'accélération de l'Éducation pour tous.





UNICEF/NYHQ2009-1242/Giacomo Pirozzi

Le paysage de l'éducation s'est amélioré depuis la Conférence mondiale sur l'éducation pour tous, tenue à Jomtien, Thaïlande, en 1990; le Forum mondial de l'Éducation réuni à Dakar en avril 2000; et l'adoption par les Nations Unies de la Déclaration du Millénaire, à l'origine de la formulation des OMD, qui a réuni les dirigeants de la planète lors du Sommet du Millénaire en septembre 2000. L'éducation des filles a progressé au cours de la décennie qui a suivi le lancement de l'UNGEI; cependant, l'examen des chiffres révèle que la communauté mondiale est encore loin d'atteindre les objectifs qu'elle s'est fixée. Si certains succès sont incontestables, il reste encore beaucoup de défis à relever.

Les laps de temps dans la disponibilité des données empêchent toute comparaison rapide des statistiques les plus récentes mais les données disponibles permettent au moins de définir des tendances, qui ont au nombre de trois : (i) La parité de l'accès et de la fréquentation scolaire par les filles et les garçons s'est beaucoup améliorée, bien que les progrès ne soient pas uniformes à tous les niveaux d'enseignement, pour toutes les régions ou pour tous les pays; (ii) des écarts

profonds subsistent dans des secteurs importants pour l'égalité des sexes, tels que le choix des matières, les préjugés et les stéréotypes sexistes dans les manuels scolaires, les mécanismes enseignement-apprentissage et les attitudes des enseignants vis-à-vis des filles; et (iii) les filles et les femmes risquent plus que les garçons et les hommes de devoir interrompre leurs études à cause des aléas de la vie comme la pauvreté, un conflit, une catastrophe naturelle et des revers économiques.

La parité des sexes dans l'éducation : à portée de main et très loin à la fois

La proportion de filles parmi les enfants non scolarisés et les taux de scolarisation des filles sont des indicateurs importants pour évaluer les progrès vers la parité dans l'éducation. Par ailleurs, sachant que l'éveil du jeune enfant est déterminant pour le succès de l'éducation plus tard dans la vie, l'accès des filles à l'éducation à un très jeune âge est une mesure utile de la réalisation des objectifs de l'éducation.

Les chiffres de la scolarisation à l'école maternelle révèlent une amélioration de la parité des sexes au cours de la dernière décennie dans la plupart des

régions, y compris les États arabes où l'Indice de parité entre les sexes (IPS) – le taux garçons-filles pour cet indicateur – a atteint son plus bas niveau en 1999. Mais si l'Indice de parité entre les sexes est élevé dans la plupart des régions, on constate des taux très faibles de scolarisation dans beaucoup de régions moins développées. Dans les États arabes et en Afrique subsaharienne, moins de 20 % des filles sont inscrites en maternelle (taux de scolarisation brut). (Voir Tableau 1.) Un nombre important d'études réalisées partout dans le monde montre clairement

que les enfants qui entrent à l'école primaire sans avoir les mêmes compétences linguistiques que leurs camarades – ce que l'on peut largement attribuer à l'éducation parentale, au revenu du ménage, à l'origine ethnique et à la langue parlée à la maison – ne pourront jamais rattraper leur retard. Des compétences linguistiques limitées ont des implications sur l'apprentissage d'autres matières. Les activités d'éveil du jeune enfant peuvent jouer un rôle critique pour éliminer les désavantages sociaux, économiques et liés aux compétences linguistiques³.

Tableau 1. Taux brut de scolarisation (TBS) dans l'éducation pré-primaire (1999 et 2007)

TBS DANS L'ÉDUCATION PRÉ-PRIMAIRE								
	Année scolaire s'achevant en 1999				Année scolaire s'achevant en 2007			
	Total (%)	Garçons (%)	Filles (%)	IPS	Total (%)	Garçons (%)	Filles (%)	IPS
Monde ⁴	33	33	32	0,96	41	41	41	0,99
États arabes	15	17	13	0,77	19	20	18	0,91
Europe centrale et orientale	50	50	49	0,97	64	62	66	1,06
Asie centrale	19	20	19	0,95	28	28	27	0,98
Asie de l'Est	40	40	39	0,98	47	48	46	0,96
Pacifique	61	61	61	1,00	67	68	67	0,98
Caraïbes	65	64	67	1,05	74	72	76	1,06
Amérique latine	55	55	56	1,01	65	65	65	1,00
Amérique du Nord et Europe occidentale	75	76	74	0,98	82	82	81	0,99
Asie du Sud et de l'Ouest	21	22	20	0,94	36	36	37	1,02
Afrique subsaharienne	10	10	10	0,94	15	15	15	1,00

Source : UNESCO, *Rapport mondial de suivi 2010* IPS : Indice de parité entre les sexes (filles/garçons)



UNICEF/NYHQ/2007-2689/Giacomo Pirozzi



UNICEF/NYHQ/2006-2455/Giacomo Pirozzi

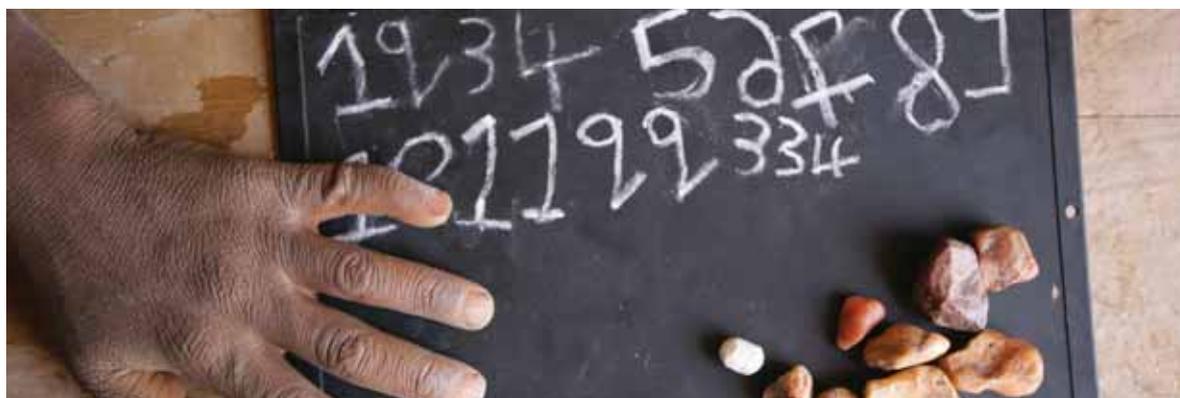
Le nombre d'enfants en âge de fréquenter la maternelle qui ne sont pas scolarisés, un indicateur important pour mesurer les progrès accomplis en matière d'éducation, a reculé de plus de 100 millions en 1999, passant à moins de 72 millions en 2007⁵. Malgré des progrès notables, l'Afrique subsaharienne et l'Asie du Sud et de l'Ouest regroupent plus des deux tiers des enfants non scolarisés. (Voir Tableau 2.) La proportion de filles dans la population des enfants non scolarisés a aussi diminué, passant de 58 % en 1999 à 54 % en 2007, mais elle est toujours

disproportionnellement élevée dans les États arabes (61 %) et en Asie du Sud et de l'Ouest (58 %). Le nombre d'enfants non scolarisés en Afrique subsaharienne est alarmant, surtout si l'on considère que la population est nettement plus petite que, par exemple, en Asie du Sud et de l'Ouest, la région où l'on compte le plus grand nombre d'enfants non scolarisés. En Afrique subsaharienne, la proportion de filles non scolarisées est restée constante à 54 % entre 1999 et 2007, une autre tendance troublante. (Voir Tableau 2.)

Tableau 2. Enfants non scolarisés en âge de fréquenter l'école primaire (1999 et 2007)

ENFANTS NON SCOLARISÉS EN ÂGE DE FRÉQUENTER L'ÉCOLE PRIMAIRE				
	Année scolaire s'achevant en 1999		Année scolaire s'achevant en 2007	
	Total (000)	Filles (%)	Total (000)	Filles (%)
Monde	105 035	58	71 791	54
États arabes	7 980	59	5 752	61
Europe centrale et orientale	2 036	59	1 552	52
Asie centrale	464	50	271	58
Asie de l'Est	5 674	52	8 484	48
Pacifique	318	54	555	52
Caraïbes	493	50	621	51
Amérique latine	3 045	55	2 367	49
Amérique du Nord et Europe occidentale	1 420	50	1 931	44
Asie du Sud et de l'Ouest	38 594	63	18 031	58
Afrique subsaharienne	45 012	54	32 226	54

Source : UNESCO, Rapport mondial de suivi 2010.



UNICEF/NYHQ2007-2688/Giacomo Prozzi



UNICEF/NYHQ/2009-1751/Susan Markisz

Les estimations pour 2007 du nombre d'enfants non scolarisés atteindraient 142,7 millions si l'on ajoutait le nombre d'enfants non scolarisés aux niveaux inférieurs du secondaire. La proportion de filles est à 54 % dans ce cas également⁶.

La réduction du nombre d'enfants non scolarisés se traduit par une tendance à la hausse du taux net de scolarisation (TNS) tant des garçons que des filles dans l'éducation primaire dans la plupart des régions. L'augmentation du TNS des filles a été plus prononcée dans les régions où ce taux était faible à la base – Asie du

Sud et de l'Ouest et Afrique subsaharienne. Néanmoins, c'est dans les États arabes et en Afrique subsaharienne que l'Indice de parité entre les sexes (IPS) continue à être le moins favorable aux filles. L'IPS en Asie du Sud et de l'Ouest a fait un bon en avant en raison d'une croissance beaucoup plus rapide du taux de scolarisation des filles que de celui des garçons. Les régions de l'Asie de l'Est, du Pacifique et des Caraïbes ont affiché des tendances à la baisse du TNS pour les garçons comme pour les filles. Ce phénomène mérite qu'on lui accorde davantage d'attention. (Voir Tableau 3.)

Tableau 3. Taux net scolarisation (TNS) dans l'éducation primaire (1999 et 2007)

TNS DANS L'ÉDUCATION PRIMAIRE								
	Année scolaire s'achevant en 1999				Année scolaire s'achevant en 2007			
	Total (%)	Garçons (%)	Filles (%)	IPS	Total (%)	Garçons (%)	Filles (%)	IPS
Monde	82	85	79	0,93	87	88	86	0,97
États arabes	78	82	74	0,90	84	88	81	0,92
Europe centrale et orientale	91	93	90	0,97	92	92	91	0,99
Asie centrale	88	88	88	0,99	92	93	91	0,98
Asie de l'Est	96	96	96	1,00	94	94	94	1,00
Pacifique	90	91	89	0,98	84	85	83	0,97
Caraïbes	75	76	74	0,97	72	73	70	0,97
Amérique latine	93	94	92	0,98	94	94	94	1,00
Amérique du Nord et Europe occidentale	97	97	97	1,00	95	95	95	1,01
Asie du Sud et de l'Ouest	74	80	67	0,84	86	87	84	0,96
Afrique subsaharienne	56	60	53	0,89	73	76	71	0,93

Source : UNESCO, Rapport mondial de suivi 2010 IPS : Indice de parité entre les sexes (filles/garçons)

La situation est pire dans l'éducation secondaire. Le taux brut de scolarisation (TBS) pour les filles en Afrique subsaharienne était de 30 % en 2007. Bien que les ratios soient faibles pour les garçons comme pour les filles, le taux d'accroissement a été plus faible pour les filles dans cette région, ce qui a fait reculer l'Indice de parité entre les sexes (IPS) entre 1999 et 2007. Par contre, en Asie du Sud et de l'Ouest, le

TBS a progressé à un rythme plus soutenu pour les filles (comparées aux garçons), ce qui s'est manifesté par une amélioration de l'IPS pendant cette même période. Malgré tout, le TBS est encore faible pour les garçons comme pour les filles dans cette région aussi. Les Caraïbes, les États arabes et l'Asie de l'Est affichent aussi des niveaux de TBS relativement faibles pour l'éducation secondaire. (Voir Tableau 4.)

Tableau 4. Taux brut de scolarisation (TBS) pour l'éducation secondaire (1999 et 2007)

TBS POUR L'ÉDUCATION SECONDAIRE								
	Année scolaire s'achevant en 1999				Année scolaire s'achevant en 2007			
	Total (%)	Garçons (%)	Filles (%)	IPS	Total (%)	Garçons (%)	Filles (%)	IPS
Monde	60	62	57	0,92	66	68	65	0,95
États arabes	60	63	57	0,89	65	67	62	0,92
Europe centrale et orientale	87	88	87	0,98	88	90	86	0,96
Asie centrale	85	86	84	0,99	95	96	94	0,98
Asie de l'Est	64	65	63	0,96	77	77	78	1,01
Pacifique	111	111	111	0,99	105	107	103	0,96
Caraïbes	53	53	54	1,03	58	57	59	1,03
Amérique latine	81	78	83	1,07	90	86	93	1,08
Amérique du Nord et Europe occidentale	100	101	100	0,99	100	100	100	1,00
Asie du Sud et de l'Ouest	45	51	38	0,75	52	55	47	0,85
Afrique subsaharienne	24	26	21	0,82	34	37	30	0,79

Source : UNESCO, *Rapport mondial de suivi 2010 IPS* : Indice de parité entre les sexes (filles/garçons)



UNICEF/NYHQ2007-0849/Georgina Cranston

Les disparités entre les sexes au niveau du secondaire sont particulièrement graves car elles ont un impact sur l'accès aux études techniques et supérieures et à d'autres possibilités qui peuvent s'offrir plus tard dans la vie, et elles sont encore plus prononcées dans les cours techniques et professionnels. La proportion de filles dans les écoles techniques et professionnelles est plus faible que dans les écoles secondaires. Dans de nombreux cas, quand les filles sont inscrites dans des programmes techniques, elles suivent des formations typiquement féminines. La discrimination sexiste en matière de salaires et d'emplois réduit encore les bénéfices de la formation professionnelle des filles⁷.

De nombreux pays n'ont pas atteint les cibles des OMD et de l'EPT fixées pour 2005. Si certains d'entre eux ont de bonnes chances de les atteindre en 2015, beaucoup d'autres risquent de manquer une fois encore les cibles fixées pour 2015. En 2006, près des deux tiers des pays avaient atteint la parité des sexes dans l'éducation primaire, tandis que le taux de réussite pour le niveau secondaire n'était que de 37 %. Plus de la moitié des pays d'Afrique subsaharienne, d'Asie du Sud et de l'Ouest et des États arabes n'avait même pas atteint la parité au niveau du primaire⁸. Les projections réalisées dans les 134 pays qui regroupaient près des deux tiers des enfants non scolarisés en 2006 permettent de penser que près de 29 millions d'enfants ne seront pas scolarisés en 2015 rien que dans ces pays.

Les écarts peuvent être profonds au sein des régions et au niveau infranational qu'il s'agisse des taux de

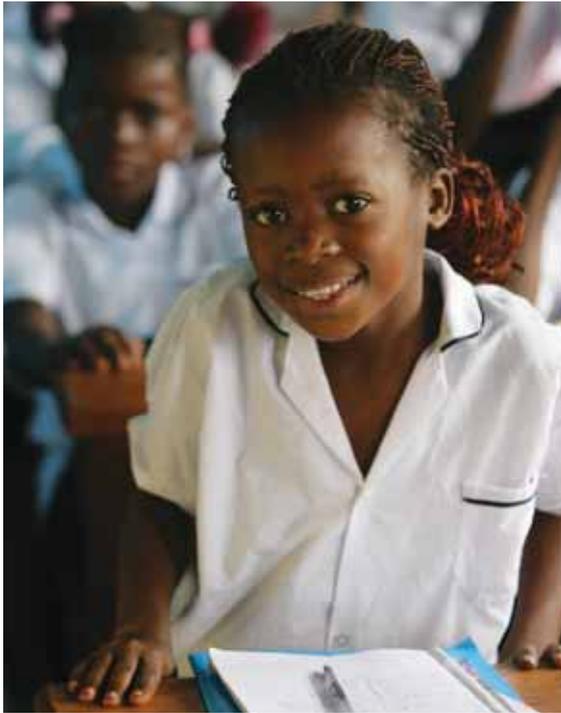
scolarisation, des taux d'alphabétisation ou d'autres indicateurs. Par exemple, en Afrique subsaharienne, le taux d'alphabétisation des femmes adultes en pourcentage du taux d'alphabétisation des hommes est de 31 % au Tchad, 54 % en Sierra Leone et 58 % au Mozambique, contre 80 % au Nigéria, 94 % au Zimbabwe et 98 % en Afrique du Sud. Ces variations sont encore plus prononcées en Asie du Sud, où les pourcentages vont de 29 % en Afghanistan à 59 % au Pakistan, 71 % en Inde, 82 % au Bangladesh et 96 % à Sri Lanka⁹. Selon les projections du *Rapport mondial de suivi 2009*, les pays très peuplés tels que le Nigéria et le Pakistan risquent d'être en tête de liste pour le nombre d'enfants d'âge scolaire qui ne fréquentent pas l'école primaire, avec une proportion relativement plus élevée de filles dans cette catégorie en 2015. Les fractures entre les zones rurales et urbaines sont profondes, surtout dans ces deux régions, qui rencontrent les plus grandes difficultés.

L'égalité des sexes dans l'éducation : le chemin est encore long

Le droit des enfants à une éducation ne se limite pas au droit d'avoir accès à des établissements pédagogiques, quels qu'ils soient. Les enfants ont aussi le droit d'étudier dans des milieux stimulants et positifs, offrant une éducation de qualité qui les prépare à une vie bien remplie après l'école. Quand on se réfère à ces trois aspects des droits on parle souvent des droits à l'éducation, des droits *au sein* du système éducatif et des droits *par l'intermédiaire* de l'éducation¹⁰. Si la parité



UNICEF/NYHQ/2009-1241/Giacomo Pirozzi



UNICEF/NYHQ/2005-2202/Giacomo Pirozzi



UNICEF/NYHQ/2008-1063/Christine Nesbitt

des sexes est relativement facile à mesurer, il n'en va pas de même pour les progrès accomplis en faveur de l'égalité des sexes. Les indicateurs les plus courants pour mesurer l'égalité des sexes dans l'éducation sont : enseignants conscients des différences entre filles et garçons, manuels et milieux scolaires tenant compte des différences entre filles et garçons, salles de classe et autres mécanismes scolaires adaptés aux besoins des filles et des garçons et favorables à leur épanouissement, possibilité de choisir des matières qui ne sont pas perçues comme étant typiquement féminines ou masculines, et milieux scolaires sûrs.

Passer de données facilement quantifiables – par exemple, le nombre de filles et de garçons qui sont scolarisés – à des données qualitatives de par leur nature, cela exige la mise au point d'outils rigoureux suffisamment sensibles pour saisir toutes les nuances qui caractérisent de telles données. Les données disponibles actuellement sont essentiellement empiriques, mais elles donnent un bon aperçu des progrès accomplis.

Les attitudes et les attentes des enseignants ont un impact considérable sur la confiance en soi, l'identité et les résultats scolaires des élèves. Selon des études récentes, les attitudes des enseignants, l'organisation de la classe et de l'école, ainsi que les manuels scolaires continuent à renforcer les stéréotypes sexistes malgré toutes les révisions et les formations supplémentaires

données aux enseignants. Des modifications ont été apportées aux manuels et les hommes et les femmes sont représentés de manière plus équitable, mais les stéréotypes persistent encore dans de nombreux pays¹¹.

Une étude réalisée récemment dans les écoles secondaires de sept pays – Inde, Malaisie, Nigéria, Pakistan, Samoa, Seychelles, et Trinité-et-Tobago – a révélé que les stéréotypes sont plus courants dans les pays qui affichent les disparités les plus profondes entre les sexes, par exemple l'Inde, le Nigéria et le Pakistan. Dans les écoles pakistanaïses, par exemple, les hommes étaient le plus souvent braves, héroïques, honnêtes et forts, tandis que les femmes étaient douces, aimantes, gentilles et prêtes à se sacrifier. Dans les sept pays étudiés, on a pu observer à des degrés divers une ségrégation par sexe au niveau des pupitres, un manque d'engagement des enseignants, des interactions différentes selon le sexe entre l'enseignant et les élèves – par exemple, communication physique et verbale, et regard dirigé plus fréquemment vers les garçons – et l'utilisation courante de stéréotypes dans la langue et les images¹².

Le choix de matières fondé sur des stéréotypes sexistes est un phénomène qui est toujours très courant dans l'enseignement tertiaire, même dans les pays où les filles sont plus nombreuses que les garçons à ce niveau d'étude. Il en va de même pour l'enseignement

secondaire, en particulier dans les pays où les disparités sexistes sont profondes à ce niveau. Le nombre de filles dans les cours de sciences, mathématiques et technologies est inférieur à celui des garçons, et les enseignants semblent encourager cette tendance au lieu de la combattre. Par ailleurs, la parité des sexes en matière d'accès à l'éducation et de fréquentation scolaire n'est pas nécessairement synonyme de traitement équitable et de chances égales pour les filles à l'école. Toute une série d'études réalisées dans des pays aussi différents que les États-Unis, l'Irlande, le Pérou et la Suède révèle que les enseignants continuent à privilégier les garçons en leur accordant davantage d'attention, en les encourageant, en formulant des critiques positives et constructives et en les appelant plus fréquemment que les filles à s'exprimer sur des sujets plus compliqués¹³.

Dans de nombreux pays développés et dans plusieurs pays d'Asie de l'Est, des Caraïbes et du Pacifique, l'apparition de ce que certains chercheurs ont appelé une masculinité hégémonique – des rôles stricts dans la société selon lesquelles des hommes dominent d'autres hommes et subordonnent les femmes – vient encore compliquer le problème de l'égalité des sexes



UNICEF/NYHQ2006-2841/Julie Pudlowski

dans l'éducation. Dans certains pays, ces rôles stricts réservent l'éducation aux femmes tandis que le travail revient aux garçons et aux hommes. On constate donc que dans ces pays les garçons ont tendance à réussir moins bien que les filles dans certaines matières, en particulier dans les langues, et sont plus nombreux à abandonner l'école secondaire que les filles. Bien que cette situation puisse être imputable à un ensemble de facteurs variables d'un pays à l'autre, le concept d'une identité « masculine » représentant l'éducation comme étant « féminine » semble être une caractéristique commune. Il semblerait que les interactions et la pression des pairs jouent un rôle important dans l'établissement de ces identités. Les écoles deviennent alors des espaces critiques dans lesquels de telles notions peuvent être soit renforcées, soit combattues. Il va de soi que les idéaux masculins ont des répercussions profondes sur les stéréotypes féminins¹⁴.

L'autre aspect important de l'égalité des sexes dans l'éducation est la violence à l'égard des femmes et des filles et la manière dont ce problème est traité dans les écoles et les milieux pédagogiques. Plusieurs études qualitatives et quantitatives réalisées en

Afrique subsaharienne révèlent qu'un nombre intolérable de filles sont confrontées aux abus sexuels et au harcèlement sexuel de la part de leurs camarades et des enseignants. Au nombre des incidents dont elles sont victimes on peut citer la violence verbale, les attouchements, le viol et le chantage sexuel de la part des enseignants en échange de bonnes notes, d'un traitement préférentiel et même d'argent. Par ailleurs, les grossesses précoces obligent beaucoup de jeunes filles à abandonner l'école dans les pays africains¹⁵.

Il apparaît que dans d'autres régions, en particulier en Amérique latine et dans les Caraïbes, les stéréotypes et la violence sexistes sont plus répandus qu'on ne l'avait pensé¹⁶. Un document de travail de l'UNGEI sur l'égalité des sexes dans l'éducation dans la région Asie-Pacifique indique que « le niveau de violence autorisée dans la région de l'Asie et du Pacifique est élevé... Les élèves sont souvent punis pour des « fautes » mineures, une arrivée tardive, un uniforme déchiré ou sale ou l'incapacité de répondre à une question. Les filles sont punies différemment des garçons, mais pire que la punition est le sentiment d'échec et d'humiliation pour les filles comme pour les garçons¹⁷. »

Les châtiments corporels et les autres formes d'humiliation publique sont très répandus dans de nombreux pays d'Asie et du Moyen-



UNICEF/NYHQ/2009-1822/Susan Markisz

Orient. Par exemple, les coups de bâton sont légaux et largement utilisés contre les filles et les garçons en Malaisie et à Singapour¹⁸. Il arrive que les enseignants administrent des formes différentes de punition aux filles et aux garçons, faisant ainsi passer un message sur ce que l'on attend des enfants et des adultes, tant hommes que femmes. L'application implicite ou explicite de normes différentes aux garçons et aux filles concernant les châtiments corporels implique que les stratégies visant à les éliminer doivent aussi tenir compte des différences liées au sexe¹⁹.

La violence contre les filles et les femmes revêt des formes très différentes. Même quand la violence sexiste se manifeste en dehors de l'école, elle a des conséquences importantes sur l'éducation. Le mariage des enfants, par exemple, a des effets négatifs sur l'éducation, la santé et le bien-être des filles. On le rencontre surtout en Asie du Sud et en Afrique subsaharienne, mais la prévalence est également élevée dans certains pays des Caraïbes, d'Amérique latine et du Moyen-Orient. Un nombre élevé de décès maternels est lié aux grossesses précoces, et les risques de mortalité du nourrisson et de ralentissement du développement cognitif de l'enfant sont aussi apparemment élevés²⁰.

Les mutilations génitales féminines et l'excision constituent également des pratiques discriminatoires.

Leur prévalence est surtout élevée dans les pays d'Afrique de l'Est et de l'Ouest, mais elles sont également répandues dans un certain nombre de pays d'Asie et du Moyen-Orient²¹. La préférence pour les fils, qui entraîne la négligence, les privations et un traitement discriminatoire des filles; les avortements sélectifs de fœtus féminins; et l'infanticide de petites filles sont des pratiques courantes dans certaines régions d'Asie. Il importe de préciser que la violence sexiste et la sécurité, tant à l'école qu'à l'extérieur, ont reçu davantage d'attention au cours des 10 dernières années que par le passé, et que de nombreux pays ont adopté des lois ou des mesures administratives visant à faire reculer et prévenir des pratiques qui portent préjudice aux filles. Mais les changements sont souvent lents et des efforts concertés doivent être déployés pour mettre fin à ces pratiques qui constituent des affronts à la dignité humaine et l'égalité.

Pauvreté, privations et situations d'urgence

Les études portant sur plusieurs pays ou sur un pays spécifique ont révélé que les disparités sexistes dans l'éducation sont beaucoup plus prononcées pour les filles vivant dans les foyers plus pauvres. Le fossé se creuse souvent au niveau du secondaire et dans les pays où les taux de fréquentation scolaire sont généralement

faibles. Les filles dont les familles sont confrontées à des inégalités sociales – par exemple, les filles appartenant à des populations autochtones en Amérique latine, à des castes inférieures en Asie du Sud ou vivant dans des populations rurales dans de nombreux pays en développement – risquent plus que les autres d'être confrontées à des inégalités dans l'éducation²². Le lieu de résidence, ainsi que le statut social et économique de la famille, jouent également un rôle dans l'exposition des filles à la violence, aux sévices, au harcèlement et à la discrimination dans les écoles. En plus des désavantages pour le reste de leur vie en termes de compétences linguistiques qui handicapent les enfants défavorisés qui parlent une langue minoritaire, d'autres obstacles entravent encore leur réussite scolaire. La malnutrition au cours de la petite enfance affecte le développement cognitif et psychomoteur. Les petites filles sont victimes de discrimination en termes de soins et sont donc plus exposées que les garçons à la malnutrition.

De nombreux pays et régions de par le monde sont frappés par des conflits ou viennent tout juste d'en sortir. On peut citer à cet égard l'Afghanistan, le Congo, l'Iraq, le Népal, le nord de l'Ouganda, le nord-ouest du Pakistan, la Sierra Leone, la Somalie et le nord du Sri Lanka. Ces dernières années, d'autres pays ont été frappés par les effets dévastateurs de diverses catastrophes naturelles ou provoquées par l'homme, telles que tremblements de terre, tsunamis et ouragans. Les situations d'urgence détruisent les écoles. Mais comme elles changent également la vie des familles et des communautés, et en particulier des filles et des femmes, les impératifs pratiques et économiques liés à la survie et à la reconstruction prennent le pas sur l'éducation. Cela se vérifie en particulier pour les jeunes filles et les femmes, qui sont parfois obligées d'assumer de nouveaux rôles pour faire vivre la famille. Divers dangers limitent également la mobilité et l'accès à l'école des filles et des enseignantes. Cependant, comme l'attestent de nombreux programmes d'éducation, les situations d'urgence sont également des occasions d'introduire une scolarité favorisant une plus grande égalité entre les sexes qu'avant la situation d'urgence.

Dans les régions du Pakistan exposées aux séismes, par exemple, l'accès à l'éducation des filles qui vivent dans des communautés isolées, montagneuses et conservatrices était souvent limité. Après le récent tremblement de terre, l'ouverture d'écoles dans les camps pour personnes déplacées dans la vallée a permis

aux filles qui sont arrivées dans ces camps avec leurs familles de fréquenter l'école pour la première fois. Ce changement s'explique par l'accessibilité d'écoles dirigées par des organisations non gouvernementales, où l'enseignement était assuré par des femmes, et qui se trouvaient à faible distance à pied du domicile familial; par la réduction, dans les camps, des corvées familiales et autres tâches réservées aux filles; et par la plus grande confiance que les parents ont placée dans la qualité de l'éducation²³.

La crise économique actuelle est à l'origine d'une autre situation d'urgence qui a de profondes implications sur l'éducation, en particulier celle des filles. Un certain nombre d'études portant sur la crise économique qui a frappé l'Asie dans les années 1980 ont révélé que les secteurs sociaux – notamment l'éducation et la santé – étaient les plus durement frappés par la réduction des investissements publics. Cette situation, aggravée par l'augmentation de la pauvreté, a eu des conséquences néfastes sur l'éducation des groupes d'enfants les plus vulnérables, notamment les filles. Selon certaines études, la crise actuelle aura un impact encore plus sévère. Le ralentissement de la croissance économique et l'augmentation des prix des denrées





UNICEF/NYHQ2008-0770/John Isaac

alimentaires et autres produits essentiels affectent les budgets de l'éducation. Selon les estimations, le nombre de personnes sous-alimentées a augmenté de 125 millions en 2009 et celui de personnes qui risquent de sombrer dans la pauvreté en 2010 de 90 millions. Et les investissements dans l'éducation et la santé ont de bonnes chances de continuer à diminuer²⁴.

Selon les estimations figurant dans le *Rapport mondial de suivi 2010*, l'Afrique subsaharienne est confrontée à une perte potentielle de financement de l'éducation de 4,6 milliards de dollars des États-Unis par an pour 2009 et 2010, ce qui équivaut à une réduction de 10 % des dépenses par élève de l'école primaire. Une étude récente réalisée au Népal dans le but de mesurer l'impact de la crise économique sur les femmes et les enfants, et notamment ses effets sur l'éducation, montre qu'une famille sur trois retire régulièrement ses enfants de l'école et qu'un grand nombre de ces enfants sont exposés à des dangers liés au travail et à d'autres risques. L'étude a également indiqué que les filles étaient confrontées aux risques supplémentaires que représentent le mariage des enfants et la traite d'enfants, des problèmes qui affectent déjà profondément le Népal²⁵.

Autres défis à relever

Les obstacles qui s'opposent à la parité et à l'égalité des sexes dans l'éducation sont nombreux, malgré les immenses progrès accomplis au cours des 10 dernières années. Mais les progrès de cette décennie sont à l'origine de nouveaux défis puisqu'un plus grand nombre de filles a commencé à fréquenter l'école et que les pratiques qui limitent les chances des filles à l'école sont devenues plus apparentes. Les problèmes complexes qui sous-tendent la socialisation, l'identité et le rôle de

l'éducation pour permettre tant aux filles qu'aux garçons d'atteindre leur potentiel, dépassent le simple objectif de scolarisation des filles. Par ailleurs, la récession économique menace d'éroder les gains obtenus en matière de scolarisation et de fréquentation scolaire, en particulier pour les filles.

Cinq grands obstacles entravent la réalisation de l'égalité des sexes dans l'éducation :

- Le risque de perdre les gains en matière de scolarisation, de fréquentation scolaire et de poursuite de l'éducation obtenus au cours des 10 dernières années en raison de la réduction des nouveaux investissements dans l'éducation et de la diminution des allocations affectées à des secteurs qui ont un impact direct ou indirect sur l'éducation des filles
- Le fait que l'égalité des sexes soit compromise dans les mécanismes scolaires, les manuels et le choix des matières; l'attitude des enseignants; et l'exposition à la violence
- Le traitement des questions liées à l'égalité des sexes comme s'il s'agissait d'interventions auxiliaires au lieu de les intégrer à tous les niveaux dans les politiques, les budgets et l'administration scolaires
- Le manque d'intérêt pour la problématique de l'égalité des sexes dans les interventions en faveur de l'éducation lors des situations d'urgence
- L'incapacité de reconnaître que l'égalité des sexes est synonyme d'égalité des chances pour les garçons et les filles. Il est important de comprendre les problèmes qui contribuent à la médiocrité des résultats des garçons et de les aborder de manière appropriée.





UNICEF/NYHQ2008-0297/Susan Markisz

L'UNGEI a joué un rôle important dans les efforts accomplis pour aider un plus grand nombre de filles à faire respecter leur droit à l'éducation en promouvant la parité des sexes et en abordant de manière plus nuancée la problématique et les options envisageables pour encourager l'égalité des sexes dans l'éducation. Après quelques faux départs initiaux, les réseaux de l'UNGEI ont déployé leurs activités aux niveaux mondial, régional et national. Bien que l'UNGEI ait évolué différemment et que les domaines d'intervention aient varié d'une région à l'autre ou d'un niveau à l'autre, l'initiative privilégie trois stratégies : (i) contributions techniques et renforcement des capacités, (ii) dialogue sur les politiques et plaidoyer, et (iii) coordination et alignement sur la structure de l'aide en vigueur. Les actions à tous les niveaux se complètent et se renforcent mutuellement.

Les régions de l'UNGEI sont divisées selon la pratique de l'UNICEF : Afrique de l'Est et australe, Afrique de l'Ouest et centrale, Asie de l'Est et Pacifique, Moyen-Orient et Afrique du Nord, et Asie du Sud²⁶. Avec plus ou moins de succès, les régions

respectives ont renforcé leurs réseaux de partenaires, tout en soutenant essentiellement les initiatives et investissements gouvernementaux en faveur de l'éducation des filles. Ce n'est pas tant la bannière de l'UNGEI qui importe, mais plutôt les mesures qui consistent à coordonner les efforts en faveur de l'égalité des sexes dans l'éducation. Toutefois, il s'est avéré difficile d'attribuer un résultat ou un impact à une seule initiative spécifique, surtout au niveau national. Cependant, dans ce rapport on s'est efforcé de consigner les interventions aux niveaux mondial, régional et national qui peuvent être sans conteste attribuées à l'UNGEI²⁷.

Contributions techniques et mesures de renforcement des capacités

L'élaboration, la production et la diffusion des contributions techniques ont constitué un des principaux domaines d'action prioritaire de l'UNGEI aux niveaux mondial et régional. Il s'est agi de combler les lacunes en matière de connaissances et d'informations de façon à faciliter l'échange de données d'expérience et de fournir des outils pour

que l'égalité des sexes fasse partie intégrante des politiques, programmations et prestations de services en matière d'éducation. Un éventail d'outils et de ressources élaborés par l'UNGEI et ses membres offrent des suggestions et des solutions visant à résoudre les problèmes liés à l'intégration des sexes, qui sont des aspects complexes exigeant des contributions techniques plus poussées²⁸.

Niveau mondial

En 2005, l'UNGEI a entrepris une étude sur l'égalité des sexes et sur l'Initiative pour l'accélération de l'Éducation pour tous intitulée *Intégrer l'égalité des sexes dans tous les mécanismes de l'Initiative pour l'accélération de l'éducation pour tous et Plans de l'éducation à l'échelle nationale* (Integrating Gender into Education for All Fast Track Initiative Processes and National Education Plans). L'enquête avait pour objectifs principaux d'évaluer dans quelle mesure l'égalité des sexes était prise en compte dans les processus de l'Initiative pour l'accélération et dans les plans sectoriels relatifs à l'éducation, et de formuler des recommandations afin de renforcer les processus, les outils, et les mécanismes du partenariat. L'Initiative pour l'accélération est un partenariat mondial entre des donateurs et des pays en développement visant à accélérer les progrès vers la réalisation de l'OMD 2 grâce à l'élaboration de plans sectoriels globaux et l'apport d'un soutien financier et technique. L'Initiative pour l'accélération et l'UNGEI ont uni leurs forces pour garantir l'intégration des préoccupations de parité des sexes dans le processus.

Au niveau mondial, la production d'outils développés par l'UNGEI a été demandée par le Secrétariat, les autres membres contribuant activement à ce processus par leurs commentaires. Un processus d'évaluation rigoureux a été appliqué avec la participation de tous les partenaires contribuant à l'élaboration d'outils et de ressources. On peut citer en exemple de cette coopération l'ouvrage *Équité et intégration dans l'éducation : Outils pour soutenir la planification et l'évaluation du secteur de l'Éducation* (Equity and Inclusion in Education: Tools to support education sector planning and evaluation (2008), élaboré par l'UNGEI, l'Équipe spéciale interinstitutions, le Groupe de travail mondial sur le travail des enfants et l'Éducation pour tous, et le document de l'EPT sur le droit des personnes handicapées à l'éducation. Ces outils ont été créés

pour soutenir les gouvernements, leurs partenaires du développement et d'autres intervenants chargés des questions d'équité et d'intégration dans les plans du secteur éducatif. Les membres du CCM ont fait des commentaires détaillés à différentes étapes de l'élaboration de l'outil. Celui-ci a été peaufiné et il sera disponible au début de 2010 sous le titre *Équité et intégration dans l'éducation : Directives de soutien à la préparation, à la révision et à l'évaluation d'un plan pour le secteur de l'éducation* (Equity and Inclusion in Education: Guidance to support education sector plan preparation, revision and appraisal).

Le document intitulé *Vers l'égalité des sexes dans l'éducation : Progrès et défis dans la région Asie-Pacifique*, *Towards Gender Equality in Education: Progress and challenges in Asia-Pacific Region* (2008), un document technique qui a été examiné lors de la réunion régionale Asie-Pacifique du Comité consultatif mondial (voir pages 35-36 pour de plus amples détails sur cette réunion) est une excellente ressource utilisable au niveau mondial. Ce document donne un aperçu des progrès et des défis rencontrés dans la région Asie-Pacifique en matière d'égalité des sexes dans l'éducation, et il a servi de base à un débat en profondeur sur les solutions envisageables dans la sphère d'influence du partenariat.

L'UNGEI a également élaboré des outils pour son propre usage; ces ressources sont mises à la disposition des organisations membres et relèvent du domaine public. On peut citer notamment le document de



L'UNGEI intitulé Code de bonnes pratiques pour la protection de l'enfant (*Child Protection Code of Practice*) (2008). Le CCM, sous la houlette de Camfed (Campagne pour l'éducation des filles et des femmes), a mis au point un Code qui a pour but de s'assurer que les droits des enfants les plus vulnérables sont totalement respectés. Le Cadre de suivi et d'évaluation de l'UNGEI, élaboré sous la direction de l'Agence canadienne de développement international, a été conçu comme outil d'autoévaluation que les partenaires de l'UNGEI peuvent utiliser aux niveaux mondial, régional ou national pour évaluer leur propre progrès; il peut aussi servir de cadre et être utilisé par des équipes externes d'évaluation.

L'UNGEI a mis en place une politique de communication efficace grâce à son site mondial sur Internet qui regroupe toutes les ressources élaborées par les partenaires de l'Initiative et les meilleures pratiques en matière d'éducation des filles, avec des liens vers les sites des divers partenaires. Grâce à une coordination étroite, les partenaires et les membres de l'UNGEI évitent le double emploi et peuvent échanger leurs outils et ressources, qui sont référencés par thèmes, maison d'édition, date, région, type et titre.

L'une des grandes priorités de l'UNGEI est de plaider en faveur d'une éducation axée sur les besoins spécifiques des filles et des garçons lors des situations d'urgence. Travaillant main dans la main avec l'équipe spéciale chargée de questions sexospécifiques du Réseau interinstitutions pour l'éducation dans les situations d'urgence, le groupe sectoriel de l'éducation du Comité permanent interinstitutions, le Comité international de secours et l'UNICEF, l'UNGEI a cofinancé un atelier de formation sur la manière de lutter contre les inégalités liées au sexe dans l'éducation lors des situations d'urgence, au lendemain des crises et dans des contextes d'instabilité. Il s'agissait d'une initiative majeure de renforcement des capacités à laquelle l'UNGEI a contribué au niveau mondial.

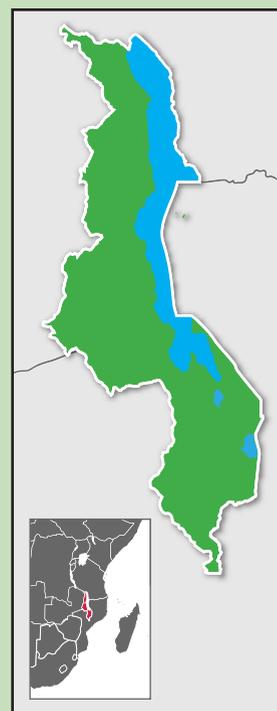
Niveaux régional et national

Les opérations régionales en Afrique de l'Est et australe, en Afrique de l'Ouest et centrale, en Asie de l'Est et dans le Pacifique, ainsi qu'en Asie du Sud ont permis de mettre au point tout un éventail de ressources techniques. Au nombre des ressources mises au point en Afrique de l'Est et australe, on peut citer : (i) documentation sur les meilleures pratiques en matière d'éducation des filles; (ii) intégration du principe d'égalité des sexes dans un dossier de ressources sur l'éveil du jeune enfant et sur les approches sectorielles, en plus de la mise au point de matériel de formation approprié; (iii) élaboration de matériel visant à promouvoir l'inscription des questions

Malawi : réadmission des mères adolescentes

Brenda, qui habite dans le district de Karonga au Malawi, a été obligée de quitter l'école alors qu'elle était en huitième année parce qu'elle s'est retrouvée enceinte. Ses parents étaient très mécontents. Ses camarades de classe se moquaient d'elle parce qu'elle était enceinte. Après avoir mis au monde un petit garçon en juillet 2008, elle est restée à la maison pour aider ses parents aux travaux ménagers et à la ferme.

Elle avait très envie de retourner à l'école mais elle se sentait impuissante et elle finit par accepter son sort. C'est alors que deux choses arrivèrent, à peu près à la même époque, qui ont transformé son rêve en réalité. Tout d'abord, elle a regardé une pièce de théâtre dans laquelle une adolescente retournait à l'école après avoir donné le jour à un enfant, ce qui a fait penser à Brenda que tout n'était peut-être pas perdu. Ensuite, le directeur de son école a appris à son père qu'il existait une politique de réadmission dans le pays – promulguée à la suite des activités de sensibilisation menées par l'UNGEI – et il lui a demandé de permettre à Brenda de revenir à l'école. Après quelques hésitations, ses parents ont donné leur permission et aujourd'hui, elle est heureuse de poursuivre ses études. Les notables la considèrent comme un modèle que les autres filles dans des situations similaires devraient suivre.



Cette carte ne reflète aucune prise de position de l'UNGEI quant au statut juridique des pays ou territoires ni quant au tracé de leurs frontières.

Source : réponse à une enquête de pays de l'UNGEI

d'égalité des sexes au budget; et (iv) adaptation au contexte régional de l'outil d'audit mis au point au siège de l'UNGEI.

Une fois que les outils et les ressources ont été mis au point dans la région, ils ont été mis à la disposition des partenaires et les activités de renforcement des capacités ont débuté. En Afrique de l'Est et australe, 11 pays ont mené des audits sur l'intégration des différences entre sexes dans les politiques du secteur de l'éducation, qui ont permis d'identifier les lacunes et de prendre des mesures pour y remédier. En Ouganda, le processus a contribué à l'harmonisation des politiques nationales sur l'égalité des sexes avec les politiques nationales sur l'éducation. Au Burundi, en Érythrée, en République-Unie de Tanzanie, au Swaziland, et en Zambie, il a contribué à l'intégration des stratégies en faveur de l'égalité des sexes dans des initiatives pédagogiques de première importance. Les exercices de renforcement des capacités au niveau régional sur l'affectation de fonds à l'égalité des sexes ont suscité un intérêt accru dans de nombreux pays, et certains d'entre eux, comme l'Éthiopie, ont mis au point leurs propres outils.

L'UNGEI a joué un rôle important dans le lancement et le développement du Mouvement en faveur de l'éducation des filles et du Mouvement en faveur de l'éducation des filles et des garçons en Afrique du Sud, au Lesotho, en Ouganda et au Swaziland, une campagne de sensibilisation à l'importance de l'éducation des filles et d'une éducation de base de qualité donnant des moyens d'action aux filles comme aux garçons. Des activités de formation sur l'égalité des sexes à destination des membres du Mouvement en faveur de l'éducation des filles et du Mouvement en faveur de l'éducation des filles et des garçons, pour l'ensemble de l'Afrique de l'Est et australe – organisées au Kenya, au Malawi et au Rwanda – ont contribué à faire progresser l'intégration des questions sexospécifiques dans l'éducation. L'UNGEI, en collaboration avec le Forum des éducatrices africaines (FAWE), a fourni des formations sur la prise en compte de l'égalité des sexes dans la pédagogie, qu'il a ensuite été prévu d'élargir à l'ensemble des institutions d'enseignement pédagogique de l'Éthiopie, du Kenya, du Malawi, de la République-Unie de Tanzanie et du Zimbabwe.

Le réseau régional d'Afrique de l'Ouest et centrale a mis au point deux outils spécifiques facilitant l'évolution et le fonctionnement du réseau de l'UNGEI dans la région : une note stratégique pour l'accélération de



UNICEF/NYHQ/2009-0243/Josh Estey

l'éducation des filles dans la région et un cadre d'action du partenariat pour l'éducation des filles. Deux ateliers infrarégionaux ont permis de renforcer les capacités sur l'égalité des sexes et de promouvoir l'utilisation du document cadre. Ces outils ont été largement utilisés par les partenaires et les équipes nationales. La Commission de la Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), un partenaire important de l'UNGEI, a été particulièrement active dans la mobilisation et le renforcement des capacités sur l'égalité des sexes des agents de liaison dans les ministères de l'éducation. Les agents de liaison ont joué un rôle important dans la coordination des activités du partenariat et pour donner une visibilité à la problématique de l'égalité des sexes dans les politiques de l'éducation d'un certain nombre de pays, comme le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire, la Gambie, la Guinée équatoriale, la Mauritanie, le Niger, le Nigéria, le Sénégal et la Sierra Leone.

Le réseau régional du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord prépare un ensemble d'outils sur l'égalité des sexes dans l'éducation qui a pour but d'aider les pays à planifier leurs activités. Le réseau organisera des formations pour aider les pays à utiliser ces outils. L'UNGEI dans la région Asie de l'Est et Pacifique a également mis au point des ressources et préparé des publications, et elle a contribué à un document sur les progrès accomplis en matière d'égalité des sexes dans l'éducation et à un résumé des tendances enregistrées aux niveaux régional et national en termes

d'indicateurs figurant dans l'Évaluation de mi-parcours de l'EPT dans la région Asie et Pacifique²⁹.

On peut encore citer trois autres publications importantes de l'UNGEI de la région Asie de l'Est et Pacifique, à savoir (i) *Making Education Work: The gender dimension of the school to work transition*, (ii) *What's the Difference? Confronting factors that affect gender equality in education and* (iii) *Towards Equal Opportunities for All: Empowering girls through partnerships in education*. Le rapport sur la transition entre l'école et le travail examine les disparités entre les sexes à tous les niveaux de l'éducation et de la main-d'œuvre, recommande des mesures de redressement et pose des questions qui feront l'objet de recherches ultérieures. *Towards Equal Opportunities for All* analyse sept mesures originales visant à promouvoir l'éducation des filles. Ces publications ont été mises à la disposition de la région et sont utilisées à des fins de plaidoyer.

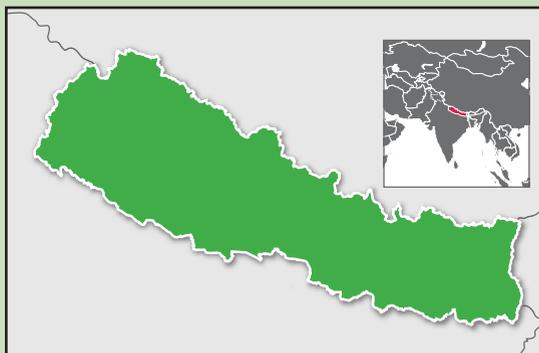
Par l'intermédiaire de l'UNGEI, l'UNICEF a organisé « Sensibilisation fondée sur les faits », un atelier régional qui donnait aux organisations et pays participants un espace pour renforcer leurs capacités en matière d'élaboration de politiques de sensibilisation, pour échanger des expériences et explorer les possibilités de travailler main dans la main aux niveaux régional et national.

L'UNGEI en Asie du Sud a publié plusieurs documents sur des questions d'égalité des sexes, par exemple :

- *Poverty and Economic Vulnerability in South Asia: Does it impact girls' education?*
- *Gender Mainstreaming: Does it happen in education in South Asia?*
- *Progress in Girls' Education: The challenge of gender equality in South Asia*
- *From Parity to Equality in Girls' Education: How are we doing in South Asia?*
- *Measuring Gender Inequality in Education in South Asia*
- *Mainstreaming Gender for Better Girls' Education: Policy and institutional issues*
- *Reaching the Girls in South Asia: Differentiated needs and responses in emergencies*
- *Educating Girls in South Asia: Promising approaches*
- *Beyond Gender: Measuring disparity in South Asia using an education parity index*
- *Addressing Social and Gender Disparity in South Asia through SWAPs and PBAs in Education: How can we use world experience?*
- *The Move to Programme-Based Approaches: An effective partnership for girls' education? The experience of recent evaluations*
- *Overcoming Barriers to Girls' Education in South Asia: Deepening the analysis*

Népal : un lien entre le pouvoir politique et la base

Les dirigeants politiques influencent les choix politiques. Au Népal, le réseau de l'UNGEI a encouragé des femmes parlementaires à soutenir des politiques visant à promouvoir l'éducation des filles. Près de 200 hommes et femmes, y compris le premier ministre et le ministre des finances d'alors, ont appuyé une campagne de signatures en faveur de l'éducation des filles, organisée par le réseau de l'UNGEI. Un groupe de journalistes spécialisés dans l'éducation a fourni aux femmes parlementaires des données ventilées par sexe sur leurs circonscriptions. Depuis lors, ces parlementaires portent à l'attention du Parlement des questions relatives à l'éducation des filles.



Cette carte ne reflète aucune prise de position de l'UNGEI quant au statut juridique des pays ou territoires ni quant au tracé de leurs frontières.

Aujourd'hui, les parlementaires s'intéressent davantage à ces questions et plusieurs d'entre eux ont visité les écoles de leurs districts et pris contact avec de « jeunes champions ». Un groupe de travail composé de 15 parlementaires travaillent aujourd'hui à la législation et au budget de l'éducation. Afin de promouvoir l'apprentissage transfrontières, un atelier qui permettra aux parlementaires du Népal de partager leurs expériences, sera organisé en 2010 au Bangladesh.

Source : réponse régionale à une enquête de l'UNGEI

Il s'agit d'études analytiques qui ont pour but d'examiner la situation telle qu'elle se présente, d'analyser les politiques, les programmes et autres tendances, de faire des critiques positives et de proposer des solutions novatrices. Ces publications ont été largement diffusées dans la région afin de promouvoir le débat grâce à un échange d'idées et d'ouvrir de nouveaux horizons en termes de solutions politiques.

Dialogue et sensibilisation politiques

L'UNGEI a pour mandat essentiel d'encourager le dialogue et la sensibilisation politiques en faveur de l'égalité des sexes dans le secteur de l'éducation. C'est dans ce cas particulier que toutes les voix du chœur de l'UNGEI prennent toute leur signification – et c'est là que réside en fin de compte la valeur du réseau de l'UNGEI.

Niveau mondial

L'UNGEI s'est largement exprimée sur des questions d'égalité des sexes au niveau mondial. Sa contribution s'est étendue à quatre secteurs : (i) Action et engagement sur la base de la publication annuelle du rapport mondial de suivi et ses processus, (ii) engagement envers les mécanismes de l'EPT, en particulier les réunions du Groupe de haut niveau de l'EPT, (iii) engagement envers les processus de l'Initiative pour l'accélération de l'Éducation pour tous et (iv) contacts avec d'autres forums importants de promotion des politiques et allocations budgétaires en faveur de l'égalité des sexes dans

l'éducation, notamment les réunions ministérielle du Commonwealth, les réunions de la Commission sur la condition de la femme, et engagement auprès d'organes régionaux tels que l'Union africaine, l'Organisation des ministres de l'éducation de l'Asie du Sud-Est et l'Association pour le développement de l'éducation en Afrique.

Les publications et les manifestations les plus appropriées pour plaider en faveur d'un éventail approprié de politiques relevant des OMD et des objectifs de l'EPT sont probablement le Rapport mondial de suivi, le Groupe de haut niveau de l'EPT et l'Initiative pour l'accélération de l'Éducation pour tous. L'engagement auprès de ces processus garantit que la problématique de l'égalité des sexes reçoit l'attention voulue dans le discours politique mondial sur l'éducation. Par son engagement, l'UNGEI peut s'assurer que les questions de parité des sexes sont examinées en profondeur, et qu'idées et pratiques peuvent être partagées et intégrées dans des solutions politiques. L'UNGEI a, par exemple, plaidé en faveur de l'intégration des questions d'égalité des sexes dans les politiques et pratiques pédagogiques et elle a fourni un accès à des outils qui peuvent faciliter le changement d'orientation. Grâce à l'examen annuel de la situation pour le rapport mondial réalisé par l'UNGEI, davantage d'attention a été accordée à la problématique de l'égalité des sexes dans les rapports qui ont suivi. L'UNGEI a aussi trouvé un soutien pour l'éducation des filles auprès d'une personnalité de haut niveau, Sa Majesté la reine Rania Al Abdullah de Jordanie, qui est Présidente d'honneur mondiale.

Niveaux régionaux et nationaux

L'UNGEI participe au dialogue de politique et au plaidoyer dans toutes les régions dans lesquelles elle opère. La mise au point et la diffusion d'apports techniques, associées à des activités de renforcement des capacités et à un dialogue ininterrompu avec ses homologues gouvernementaux, ont contribué à renforcer les volets sexospécifiques dans les politiques de l'éducation dans la région de l'Afrique de l'Est et australe. Les activités de l'UNGEI ont largement contribué au développement et à l'adoption officielle de politiques « d'égalité dans l'éducation » aux Comores, en Éthiopie, au Kenya, en Ouganda, en République-Unie de Tanzanie, au Rwanda et au Zimbabwe. Le Burundi et Madagascar ont revu leurs stratégies d'égalité des sexes pour combler les lacunes, et les audits ont



UNICEF/NYHQ2006-0315/Giacomo Pirozzi

occupé une place importante dans cet examen. L'UNGEI a aussi contribué à la mise au point et au lancement de stratégies nationales de communication portant sur l'éducation des filles et les campagnes de sensibilisation en Éthiopie, à Madagascar, au Malawi, en Ouganda et en Zambie. L'UNGEI a élaboré un document conceptuel sur la transition post-primaire, qui a servi de base à des débats de fonds sur l'éducation des adolescentes. Le réseau de l'UNGEI au Malawi a axé son action sur la réadmission des adolescents enceintes qui ont été obligées d'abandonner l'école face à l'exclusion et à la moquerie.

Dans la région de l'Afrique de l'Ouest et centrale, les efforts ont porté sur la sensibilisation des principaux acteurs politiques. L'UNGEI a fait le point sur la problématique de l'égalité des sexes et d'autres problèmes d'exclusion qui frappent l'éducation auprès du Forum des Parlementaires africains pour l'éducation, dans l'espoir d'exercer une influence sur la politique de l'éducation. Les partenaires régionaux de l'Afrique de l'Ouest et centrale ont réalisé une étude conjointe sur la violence dans le secteur de l'éducation, et plus particulièrement sur la violence sexiste. Ce rapport sera complété par un examen des initiatives prises pour mettre fin à la violence, qui servira ensuite à soutenir les pays qui s'efforcent de promouvoir les droits des enfants, et des filles en particulier, à une protection et à une éducation de qualité.

L'échange d'informations entre les pays a contribué au dialogue politique dans toutes les régions. Les ateliers régionaux parrainés par l'UNGEI ont favorisé l'intégration des questions sexospécifiques dans les activités d'éveil du jeune enfant et d'éducation lors des situations d'urgence dans les régions de l'Afrique de l'Ouest et centrale et du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord. La région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord a réussi à aborder le dialogue politique de manière différenciée selon les pays et à mettre au point des stratégies d'éducation tenant compte des différences entre sexes dans les pays les moins avancés comme Djibouti, le Soudan et le Yémen; à rassembler les pratiques appliquées dans des pays qui peuvent servir de modèle comme l'Égypte; à plaider pour que les questions d'égalité des sexes bénéficient de davantage d'attention dans les pays qui ont atteint la parité des sexes dans l'éducation ou sont sur la bonne voie pour le faire. Une série télévisée mettant en lumière le succès du partenariat de l'UNGEI en Égypte a permis de reprendre cet exemple dans d'autres pays et de conclure des partenariats similaires au Soudan et au Yémen. L'UNGEI s'est allié avec les médias pour produire des reportages exclusifs et des rapports spéciaux sur le statut des filles dans l'éducation dans plusieurs pays de la région.

Nigéria : coordination et alignement au niveau infranational

Au Nigéria, l'UNGEI a été lancée officiellement en 2007 par la Première Dame sous le nom d'Initiative du Nigéria pour l'éducation des filles. Le nord du pays affiche des disparités profondes en termes d'égalité des sexes, et l'UNGEI a contribué à la création de sections pour l'éducation des filles dans les États du nord. Ceux-ci ont élaboré des plans pour l'éducation des filles, qui vont être intégrés dans les plans sectoriels pour l'éducation de chacun de ces États.

La participation de la Première Dame, parrainant l'initiative au niveau national, et des épouses des gouverneurs au niveau de l'État, a donné une grande visibilité à l'éducation des filles et l'a placée au centre des politiques et de la planification de l'éducation au Nigéria. La décentralisation de l'initiative vers les États, avec une participation vigoureuse des organisations de la société civile et des systèmes de leadership traditionnels, a permis de lutter efficacement contre des facteurs culturels qui affectent négativement l'éducation des filles.

Les organisations partenaires de l'UNGEI au Nigéria, telles que l'UNICEF et le Ministère du



Cette carte ne reflète aucune prise de position de l'UNGEI quant au statut juridique des pays ou territoires ni quant au tracé de leurs frontières.

développement international du Royaume-Uni, ont préparé ensemble des documents de sensibilisation destinés à des groupes différents. Elles ont également établi des Groupes de travail techniques aux niveaux national et de l'État chargés de mettre en œuvre ces initiatives.

Source : réponse à une enquête de pays de l'UNGEI

S'appuyant sur un groupe de travail constitué de partenaires du développement et d'organisations de la société civile, l'UNGEI Asie de l'Est et Pacifique a adopté la pratique qui consiste à publier des déclarations les jours de commémoration et de célébration, une stratégie de sensibilisation qui a fait ses preuves. En 2009, par exemple, avec son homologue d'Asie du Sud, elle a publié des déclarations lors de la réunion régionale des coordonnateurs de l'EPT à l'occasion de la Semaine d'action mondiale pour l'EPT, ainsi qu'à l'occasion de la Journée mondiale contre le travail des enfants. Ces déclarations portent sur l'égalité des sexes dans le contexte de thèmes plus généraux. Le groupe de travail a été représenté et a agi dans divers forums pour s'assurer que la question de l'égalité des sexes dans l'éducation figure bien à l'ordre du jour. La participation de l'UNGEI à la manifestation multi-institutions visant à célébrer la Journée internationale de la femme en est un bon exemple.

En Asie du Sud, le partenariat de l'UNGEI pour l'Asie du Sud reconnaît que le fait d'être une fille est une des causes d'exclusion qui sévit dans l'éducation et il intègre donc les questions liées à l'égalité des sexes

au cadre plus large de l'inclusion. Le réseau régional de l'UNGEI a créé six groupes de travail couvrant les secteurs thématiques suivants : (i) santé, (ii) éducation lors des situations d'urgence, (iii) éducation de qualité, (iv) obstacles à l'éducation des filles et disparités entre les sexes, (v) intégration des questions d'égalité des sexes et (vi) pauvreté et vulnérabilité. Ces groupes de travail ont guidé et révisé les publications mentionnées page 25. Les ateliers et colloques régionaux ont porté spécifiquement sur ces thèmes, et des publications et des outils ont été diffusés afin de promouvoir le dialogue politique. Au niveau des pays, des partenariats officiels de l'UNGEI sont en place en Afghanistan, au Bangladesh, dans six États indiens, au Népal et au Pakistan. Le réseau travaille sur la base de la collaboration au Bangladesh, où plusieurs ministères et acteurs se sont engagés à promouvoir l'intégration dans un système éducatif qui répond mieux aux besoins des filles et des garçons. Au Bangladesh et au Népal, les partenaires de l'UNGEI ont examiné les approches sectorielles appliquées dans les secteurs de l'égalité des sexes et de l'éducation des filles; les résultats de ces études ont permis de renforcer ces aspects.



Le partenariat de l'UNGEI au Népal a permis d'attirer des journalistes, des parlementaires et des militants qui ont fait pression pour des politiques plus progressistes en faveur de l'éducation des filles.

Un bilan de l'égalité des sexes dans l'éducation, réalisé récemment par le partenariat en Asie du Sud en conjonction avec le Bureau d'Asie du Sud et du Pacifique pour l'éducation des adultes (ASPBAE), a permis de classer sept pays qui utilisent quatre types d'indicateurs – gouvernance (catégories détermination politique, transparence et responsabilité financière), capacités (dans la catégorie accès des filles et des garçons à l'éducation de base), ressources et possibilités (dans les catégories infrastructure de l'éducation, apports de qualité, motivation et milieu favorable à l'égalité des sexes) et sécurité (dans la catégorie obstacles entravant l'éducation des filles). Ce bilan a suscité l'intérêt des décideurs politiques et le réseau de l'UNGEI prévoit de l'utiliser pour d'autres analyses locales et activités de sensibilisation susceptibles d'entraîner des réformes et actions politiques.

La région de l'Asie du Sud a lancé « jeunes champions », une initiative importante de plaidoyer visant à identifier des jeunes qui ont la passion de l'étude et des qualités de leadership, et à renforcer leurs capacités afin qu'ils deviennent des modèles et des éducateurs pour leurs camarades. On attend de ces « jeunes champions » qu'ils renforcent le soutien à l'éducation en sensibilisant les médias et d'autres groupes, et en améliorant la participation des jeunes de façon à influencer les politiques publiques sur les questions d'égalité des sexes et les formes de vulnérabilité dans l'éducation. L'UNGEI a formé de « jeunes champions » représentant tous les pays de la région et a constitué une équipe de jeunes actifs dans leurs communautés respectives.

Coordination et alignement sur la structure de l'aide

Une coordination réelle et efficace constitue la base de tout réseau poursuivant des objectifs précis. L'UNGEI a encouragé une coordination plus efficace entre les partenaires du développement, les organisations de la société civile et les gouvernements nationaux, avec plus ou moins de succès. À tous les niveaux, l'UNGEI a contribué aux efforts en faveur d'un meilleur alignement de l'aide et pour augmenter et régulariser les fonds alloués à l'éducation des filles.



UNICEF/NYHQ2009-1514/Josh Estey

Niveau mondial

Le réseau et ses mécanismes de coordination ont joué des rôles importants en faveur de l'alignement des programmes et des priorités des divers organismes au niveau mondial. Il a élargi la base d'informations et de connaissances des organisations partenaires en ce qui concerne les activités et ressources dans leurs domaines d'action afin d'éviter le double emploi. Les outils mis au point sous l'égide de l'UNGEI sont utilisés par ses partenaires afin de promouvoir l'éducation des filles et l'intégration des questions sexospécifiques au sein de leurs organisations ainsi que dans les programmes qu'ils soutiennent.

Une coordination réussie avec les mécanismes de l'EPT, notamment son Initiative pour l'accélération de l'Éducation pour tous, a contribué à un alignement sur la structure existante de l'aide en faveur de l'éducation au niveau mondial. La présence d'organismes multilatéraux et bilatéraux importants au sein du réseau garantit une bonne coordination de l'aide et une place de choix à l'éducation des filles dans la liste des priorités. Bien que les approches adoptées par les organismes partenaires varient, la participation au réseau a renforcé leur engagement et leur responsabilité financière.

Depuis le début de la récession économique, l'UNGEI fait pression pour qu'on affecte des fonds plus importants et sur une base durable à l'éducation des filles et à l'égalité des sexes dans l'éducation dans tous les forums mondiaux. Le message de l'UNGEI est que l'éducation n'est pas seulement un droit; l'éducation des

filles et des femmes est aussi un capital économique, qui renforce la productivité économique et, partant, lutte contre la récession. Ignorer ce fait aura des répercussions négatives sur le progrès économique et social.

Niveaux régional et national

L'UNICEF et la FAWE ont collaboré en faveur d'un leadership pour le réseau de l'UNGEI dans la région de l'Afrique de l'Est et australe. Cette collaboration a été officialisée par un accord de projet de coopération. La FAWE, une organisation de la société civile possédant des antennes dans plus de 30 pays africains, a largement contribué à la sensibilisation en faveur d'une pédagogie répondant aux besoins des filles comme des garçons et à l'intégration des questions sexospécifiques dans l'enseignement. Le partenariat en faveur de l'éducation des filles, qui porte des noms différents selon les pays, est devenu officiel avec la plupart des Ministères de l'éducation de la région; il est dirigé par l'UNICEF et la FAWE dans la majorité des cas. Le partenariat est actif et efficace dans plusieurs pays comme l'Éthiopie, le Kenya, le Lesotho, le Malawi, l'Ouganda, la République-Unie de Tanzanie et le Rwanda.



UNICEF/NYHQ2007-2780/Palani Mohan

Dans la région de l'Afrique de l'Ouest et centrale, l'UNICEF, le Bureau régional de l'UNESCO (BREDA), la CEDEAO, la FAWE, Aide et Action, ActionAid International, Save the Children et Plan International ont largement contribué à la progression du programme du partenariat. La CEDEAO a plaidé vigoureusement auprès des Ministères de l'éducation, afin de promouvoir une éducation de qualité tenant rigoureusement compte des besoins spécifiques des filles et des garçons. Des pays comme le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire, la Gambie, le Nigéria et la Sierra Leone ont créé des réseaux opérationnels, tandis que d'autres comme le Bénin, le Ghana, la Mauritanie et le Sénégal, ont créé des partenariats en faveur de l'éducation des filles. Les réseaux de l'UNGEI en Gambie et en Sierra Leone ont coopéré activement avec les Ministères de l'éducation des pays et contribué à l'élaboration et à la mise en œuvre de plans pour l'éducation. Le Nigéria, le pays le plus peuplé et qui affiche des disparités entre les sexes parmi les plus profondes d'Afrique, s'est surtout concentré sur la promotion des droits des filles.

Dans la région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord, l'UNGEI s'est alliée aux départements de l'enfant et de la femme de la Ligue des États arabes afin de renforcer les partenariats régionaux sur l'éveil du jeune enfant. Plusieurs pays de la région, notamment l'Égypte, le Maroc, le Soudan et le Yémen, ont conclu des partenariats avec le secteur privé, les médias, la société civile et des autorités religieuses afin de promouvoir l'éducation des filles.

Le groupe de travail de l'UNGEI pour l'Asie de l'Est et le Pacifique, réuni pour des interventions stratégiques, s'est doté d'un plan de travail conjoint portant sur trois secteurs : les sexospécificités dans la sensibilisation à l'éducation, la création de connaissances et la gestion des connaissances. Le groupe de travail régional s'efforce d'obtenir le soutien des institutions des Nations Unies, de la société civile et d'autres organisations appropriées de façon à harmoniser les efforts en faveur de l'égalité des sexes dans l'éducation.

Bien que la présence officielle des réseaux de l'UNGEI ne soit pas très apparente au niveau du pays dans cette région, un effort est déployé au niveau régional pour intégrer les sexospécificités en tirant parti des possibilités qu'offre la collaboration. On peut citer en exemple



UNICEF/NYHQ2009-2060/Josh Estey

la présence à un atelier qui s'est déroulé à la Banque mondiale au Vietnam d'un groupe travaillant sur l'intégration des sexes dans l'éducation de la région Asie de l'Est et Pacifique de l'UNGEI.

En Asie du Sud, cinq pays se sont regroupés au sein d'un partenariat. Les réseaux ont réussi à faire appliquer des changements concrets dans les politiques. Par exemple, le réseau de l'UNGEI en Afghanistan a pu exercer une influence sur les politiques gouvernementales relatives à l'éveil du jeune enfant et à la construction d'écoles en utilisant des données réunies dans le cadre d'une analyse de la situation de l'éducation des filles. Dans cette région, l'UNGEI a aussi réussi à créer un groupe plus important connu sous le nom de « Amis de l'UNGEI », reflétant les liens qui unissent les organismes, institutions et autres partenaires engagés aux niveaux régional et mondial, ce qui a facilité l'accès à une expertise et à des ressources pertinentes, parfois en dehors de la région.

Impact des initiatives et engagements de l'UNGEI

Comme plusieurs organisations et réseaux œuvrent de concert pour atteindre les mêmes objectifs, il est difficile d'attribuer des résultats à une initiative

particulière. Cependant, on peut affirmer sans risque de se tromper que l'UNGEI a fait progresser le droit des filles à l'éducation simplement grâce à ses initiatives de collaboration et de coordination, et qu'elle peut aujourd'hui parler d'une seule voix et maximiser les contributions des organismes individuels.

Bien que seule une évaluation formelle de l'UNGEI puisse permettre de déterminer exactement son impact, les réponses internes du réseau permettent d'affirmer que le réseau a été couronné de succès à divers degrés dans les activités suivantes : (i) sensibilisation des principaux acteurs, ce qui a permis de placer l'égalité des sexes dans l'éducation en tête des priorités pour l'élaboration des politiques et les allocations budgétaires; (ii) amélioration des synergies entre les divers acteurs concernant les approches et les initiatives en matière d'éducation des filles; (iii) mise au point d'outils et de directives de planification, évaluation et révision; (iv) application des pratiques d'intégration des sexes à divers niveaux en créant des ressources établies à partir de données d'expérience; et (v) renforcement des partenariats entre les acteurs publics et privés, y compris les organisations de la société civile.





UNICEF/NYHQ2007-0236/Giacomo Pirozzi

Ce sont les partenariats qui font la force de l'UNGEI. L'éducation des filles et l'égalité des sexes étaient déjà au programme de ses partenaires lorsque l'UNGEI a été lancée. Mais l'UNGEI contribue à mettre les questions sexospécifiques en tête des priorités, tant au niveau interne qu'externe. Active sur plusieurs fronts depuis sa création, l'UNGEI est devenue une initiative mondiale de sensibilisation après 2004, lorsqu'elle adopta une stratégie à deux niveaux : (i) élargissement de son réseau aux niveaux mondial et régional en permettant à plus d'organisations de devenir membres et (ii) déploiement d'efforts concertés pour établir des plateformes au niveau national. Depuis, l'UNGEI s'est engagée activement dans la planification du secteur de l'éducation au niveau national, le mouvement pour l'EPT, l'Initiative pour l'accélération de l'Education pour tous, les approches sectorielles et les Cadres des Nations Unies d'aide au développement.

Comment les partenariats de l'UNGEI fonctionnent-ils ? Niveau mondial

L'UNGEI a établi le Comité consultatif mondial

(CCM) en 2004, avec des membres d'organisations bilatérales, multilatérales, intergouvernementales et de la société civile. Deux membres assurent par rotation la coprésidence du CCM, l'UNICEF servant de chef de file et assurant le Secrétariat. Le CCM est l'organe décisionnel de l'initiative, lui donnant son orientation et garantissant sa transparence financière. Les points focaux régionaux de l'UNGEI font rapport au CCM lors de ses réunions semestrielles et s'assurent que les priorités sont respectées et dans la ligne établie. Par consensus, les membres inactifs du CCM peuvent être appelés à quitter le comité et d'autres membres peuvent être invités à le rejoindre.

Les organismes partenaires qui agissent par l'intermédiaire du CCM apportent à l'UNGEI leurs avantages comparatifs et leur vaste expérience. Les organismes bilatéraux, telles que l'Agence canadienne de développement international, l'Agence danoise pour le développement international, l'Agence norvégienne de coopération pour le développement, l'Agence suédoise de coopération internationale au développement, le Ministère du développement international du Royaume-Uni et l'Agency for



UNICEF/NYHQ/2008-0800/John Isaac

International Development des États-Unis sont des acteurs importants de l'aide à l'éducation, par l'intermédiaire de leurs approches sectorielles, de leurs plans de lutte contre la pauvreté ou d'autres mécanismes tels que l'Initiative pour l'accélération de l'Éducation pour tous. Leur engagement envers les objectifs de l'UNGEI appuie leurs efforts de lobbying en faveur d'une aide intégrant la prise en compte des différences entre sexes et d'autres mesures importantes pour l'éducation des filles dans les pays en développement.

Cinq membres du CCM font partie du système des Nations Unies : le Fonds des Nations Unies pour la population, l'Organisation internationale du Travail, le Programme alimentaire mondial, l'UNESCO et l'UNICEF. L'UNICEF est le chef de file aux niveaux mondial et régional et donc un acteur très important. L'UNESCO a accueilli plusieurs réunions du CCM et veillé à ce que l'UNGEI participe au Groupe de haut niveau et au Groupe de travail de l'EPT. L'Organisation internationale du Travail a utilisé avec diligence les liens de l'UNGEI pour souligner l'importance de l'éducation des filles pour éradiquer le travail des enfants, et le Programme alimentaire mondial a associé l'égalité des sexes dans l'éducation à la sécurité alimentaire. La Banque mondiale est un partenaire de l'UNGEI depuis sa création et contribue

largement à faire progresser sa cause. Un autre membre du CCM, le Secrétariat du Commonwealth, une organisation intergouvernementale regroupant 53 pays développés et en développement membres, a mis en lumière les préoccupations et les succès de l'UNGEI dans les réunions des Ministères de l'éducation et des affaires féminines.

Les six membres de la société civile du CCM – l'Academy for Educational Development, l'African Network Campaign on Education for All, l'ASPBAE, la Camfed, la FAWE et World Vision International – apportent au partenariat le point de vue du terrain dans différentes régions du monde. L'ASPBAE travaille avec des organisations non gouvernementales et communautaires, des organismes gouvernementaux, des universités, des syndicats et d'autres groupes pour donner aux enfants plus âgés et aux adultes, en particulier les jeunes filles et les femmes, une deuxième chance d'apprendre à lire et à écrire et d'acquérir des compétences pratiques. La Camfed s'efforce d'éliminer la pauvreté et le SIDA en Afrique grâce à l'éducation des filles. La FAWE est bien connue pour ses travaux visant à promouvoir des programmes novateurs d'éducation des filles et des méthodes pédagogiques respectueuses des différences entre sexes en Afrique. Tous ces organismes facilitent la sensibilisation au sein de leurs propres réseaux et groupes cibles.

En 2010, l'UNGEI a accueilli son premier membre du CCM appartenant au secteur privé - Cisco, une entreprise qui a prouvé de longue date son attachement à l'éducation des filles et aux innovations dans le domaine de l'apprentissage. Outre les membres du CCM, un certain nombre d'organisations internationales sont partenaires de l'UNGEI. (Voir Annexe I : le CCM de l'UNGEI et partenaires mondiaux).

Le partenariat de l'UNGEI a facilité les échanges d'idées et le partage de ressources techniques. L'Academy for Educational Development, le Secrétariat du Commonwealth et la FAWE ont élaboré du matériel pédagogique sur les méthodes respectueuses des sexes et les méthodes d'enseignement qui se complètent mutuellement. Les partenaires mondiaux ont aussi collaboré avec leurs homologues régionaux à l'organisation de manifestations et à l'élaboration de ressources techniques. Le Secrétariat du Commonwealth (membre du CCM), l'UNGEI Asie du Sud (le partenariat régional) et CARE (un partenaire mondial) ont organisé ensemble un colloque régional sur les « Droits des filles », qui a réuni des fonctionnaires des Ministères de l'éducation et des affaires féminines de tous les pays de la région d'Asie du Sud-Est. Le Secrétariat du Commonwealth et l'UNICEF se sont unis

sous l'égide de l'UNGEI dès 2004 pour organiser deux réunions régionales en Asie et en Afrique, montrant les bonnes pratiques en matière d'éducation des filles.

Le CCM organise ses réunions d'affaires et techniques de manière stratégique. Une réunion par an au moins est organisée parallèlement aux réunions du Groupe de travail et du Groupe de haut niveau de l'EPT, l'objectif étant de renforcer les mécanismes de l'EPT. Le CCM a réussi à soulever quelques questions importantes et à les faire figurer dans les déclarations du Groupe de haut niveau. Pour avoir un impact plus important aux niveaux régional et national et pour approfondir les discussions sur des questions spécifiques à la région, le CCM de l'UNGEI organise ses réunions techniques dans des régions différentes. La première réunion technique, organisée à Katmandou, Népal, en juin 2008, a porté sur la région Asie-Pacifique, et deux régions de travail – Asie du Sud et Asie de l'Est et Pacifique. La région Asie-Pacifique a été choisie pour accueillir la première réunion régionale du CCM en raison du fossé et des inégalités qui séparent les filles des garçons dans l'enseignement et l'apprentissage, malgré les progrès notables en termes de réduction du nombre d'enfants non scolarisés et de l'amélioration des taux de scolarisation.



UNICEF/NYHQ2006-2464/Giacomo Pirozzi

La réunion technique du CCM organisée à Katmandou a porté essentiellement sur les méthodes d'enseignement et d'apprentissage, et les résultats de l'éducation. Avec la participation de 13 équipes de pays et d'un nombre important de spécialistes venus du monde entier, la réunion a atteint ses deux objectifs : (i) accélérer le partage de connaissances en termes d'intégration des sexes dans l'éducation grâce à des discussions approfondies et des visites sur le terrain et (ii) renforcer les réseaux aux niveaux régional et national, les activités et l'impact grâce aux interactions et à la sensibilisation. La réunion a permis d'accélérer le processus d'adhésion à l'UNGEI au niveau national en Afghanistan, au Bangladesh, dans certaines régions de l'Inde, au Népal et au Pakistan.

L'UNGEI organise une grande conférence mondiale sur « L'éducation pour l'égalité des sexes : engagement pour l'équité (E4) » en mai 2010 à Dakar, là même où l'UNGEI a vu le jour il y a dix ans. La conférence portera sur le thème « Partenariat, participation et pouvoir pour l'égalité des sexes dans l'éducation ». D'autres thèmes seront abordés parallèlement : (i) lutter contre la violence sexiste, (ii) défier la pauvreté et les inégalités et (iii) dépasser la question d'accès : politiques et pratiques en faveur de l'égalité des sexes dans les écoles. Les thèmes intersectoriels examineront (i) santé, eau, nutrition, et VIH et SIDA, (ii) participation et (iii) changements

climatiques. La conférence examinera les travaux des dix dernières années de l'UNGEI et d'autres organisations sur l'égalité des sexes et l'éducation, tout en étudiant différentes formes de participation et les difficultés liées à la collaboration. La conférence vise aussi à élargir la base de ses membres et à approfondir les connaissances des politiques et pratiques dans le secteur de l'éducation, de façon à accélérer les progrès en matière d'égalité des sexes et d'autonomisation dans l'éducation.

Niveaux régional et national

Les partenariats de l'UNGEI se sont développés différemment selon les régions. Un groupe de base, dont l'UNICEF est le chef de file, existe dans toutes les régions et comprend différentes institutions des Nations Unies, organisations bilatérales et multilatérales, et quelques organisations de la société civile reconnues. La présence au niveau national n'est pas uniforme – dans certains pays, le partenariat de l'UNGEI est une présence officielle, dans d'autres régions, il prend appui sur un réseau en place, ou alors, parfois, sa présence n'est pas reconnue. Ces partenariats aux niveaux national et régional sont aussi plus ou moins efficaces ou visibles.

Limitations et défis

Certaines limitations et certains défis marquent le fonctionnement et les activités de l'UNGEI à différents niveaux :





UNICEF/NYHQ2006-2551/Giacomo Pirozzi

- *Appropriation et engagement* : le problème de l'appropriation de l'initiative a entravé l'UNGEI, surtout au niveau national. Plusieurs partenaires considèrent qu'il s'agit d'une initiative de l'UNICEF; il devient alors quelquefois difficile de dissocier les activités de l'UNICEF de celles de l'UNGEI. Il en résulte parfois un manque de sentiment de responsabilité et d'engagement de la part des autres partenaires. Certains gouvernements n'ont pas toujours fait preuve d'esprit de coopération, quand ils ne considèrent pas l'initiative comme un fardeau supplémentaire que les organismes internationaux font peser sur eux.
 - *Base étroite* : dans certains pays et régions, la base du partenariat est étroite et ne comprend pas de partenaires autres que des organismes de développement et organisations internationales, parfois à cause de la politique du gouvernement. Certains partenaires potentiels qui auraient pu jouer un rôle stratégique pour promouvoir la cause de l'UNGEI ont ainsi été exclus, entraînant parfois des chevauchements et une certaine cacophonie.
 - *Absence de coordination et communication inefficace* : ces deux aspects sont parfois responsables des mauvais résultats obtenus au niveau national. Dans certains cas, le réseau n'a pas su communiquer que son but n'était pas d'entrer en compétition avec qui que ce soit, mais plutôt de soutenir les efforts qui vont dans le même sens.
 - *Financement* : l'insuffisance du sentiment d'appropriation de la part de tous les partenaires et une base étroite ont fait que certaines activités n'ont pas pu être financées, surtout aux niveaux régional et national. Au niveau mondial, le Secrétariat de l'UNGEI a réussi à mener des activités spécifiques avec un budget alloué par l'UNICEF, avec le soutien d'un certain nombre d'initiatives menées par d'autres partenaires, ce qui n'a pas été le cas aux niveaux régional et national.
 - *Activités sporadiques et diffuses* : dans certains pays et certaines régions, les activités de l'UNGEI étaient mal ciblées et manquaient d'orientation.
 - *Capacités techniques limitées* : un certain nombre de pays ne possèdent pas les capacités techniques qui leur permettraient de diffuser certains messages clés et de mener des interventions visant à promouvoir l'éducation des filles et l'égalité des sexes dans l'éducation.
- En général, le partenariat s'est avéré plus solide aux niveaux mondial et régional qu'au niveau national. Pour que sa vision devienne réalité, le réseau de l'UNGEI doit être plus actif et efficace au niveau national en identifiant les problèmes qui se sont opposés à son succès et en y remédiant.





UNICEF/NYHQ2007-2193/Giacomo Pirozzi

La marche de l'UNGEI au cours de cette décennie a été difficile et réconfortante à la fois. L'initiative a fait progresser la cause de l'éducation des filles et de l'égalité des sexes, avec quelques déceptions et contraintes. Les défis à relever sont énormes et l'objectif de l'égalité des sexes à tous les niveaux de l'éducation est encore lointain. Dans ce contexte, l'UNGEI a besoin d'être renforcée et soutenue. Les décideurs, la société civile et la communauté internationale doivent offrir un soutien et un engagement plus vigoureux à l'UNGEI afin d'accélérer les progrès vers une éducation universelle de qualité.

Renforcement de l'UNGEI : les étapes nécessaires

L'UNGEI doit être renforcée pour atteindre les objectifs fixés en matière de parité et d'égalité des sexes dans l'éducation. Les étapes ci-dessous renforceront son efficacité et l'aideront à accomplir sa mission :

- *Galvaniser l'action au niveau national.* Bien que les efforts déployés aux niveaux mondial et régional visent à apporter des changements au niveau national, celui-ci reste le maillon faible du réseau de l'UNGEI. Il est essentiel d'élargir

le partenariat en définissant précisément les rôles, responsabilités et moyens redevables de chacun. En fonction du contexte national, des partenariats stratégiques avec des organisations professionnelles ou de la société civile, en plus des institutions bilatérales et multilatérales, peuvent aussi s'avérer importants. Pour renforcer les opérations de l'UNGEI, un organisme partenaire au minimum doit, par rotation, être le champion de l'éducation des filles en partenariat avec le ministère national de l'éducation.

- *Au niveau national, élaborer un message sans ambiguïté destiné aux partenaires du développement sur le rôle et les buts de l'UNGEI.* L'UNGEI doit être perçue comme un réseau qui fait progresser l'éducation, ainsi que les OMD et les objectifs de l'EPT favorables aux filles et aux femmes, et non pas comme un fardeau bureaucratique supplémentaire ou un concurrent.
- *Rendre les partenariats régionaux plus efficaces.* Il s'agit de s'inspirer du niveau mondial pour renforcer les partenariats de l'UNGEI aux niveaux régional et national en adoptant un ensemble de mesures :

ouvrir la porte à d'autres organismes susceptibles de faire avancer le programme de l'UNGEI, mettre au point des plans d'action communs tenant compte des points forts des organismes partenaires, et réunir des ressources adéquates. S'assurer que chaque membre assure sa part de responsabilité dans le réseau et son action est crucial.

- *Identifier des orientations claires et des domaines d'action ciblée dans chaque région.* Pour renforcer l'efficacité et la valeur ajoutée des efforts en cours, les actions directes entreprises par l'UNGEI doivent être axées sur des secteurs clairement identifiés et choisis avec soin, sur la base de l'analyse de la valeur ajoutée qu'apportera l'UNGEI. Ces domaines d'action ne sont pas nécessairement tous dans le secteur de l'éducation. La violence à l'égard des filles et des femmes en est un exemple. L'UNGEI peut construire ses activités de plaidoyer autour de problèmes spécifiques à une région en collaborant directement avec les acteurs et ministères pertinents. De même, de nombreux pays sont confrontés à des contraintes en termes de capacités techniques lorsqu'ils adoptent des pédagogies tenant compte des sexes spécifiques, des secteurs que l'UNGEI peut s'attacher à renforcer.
- *Investir dans le renforcement des capacités des partenaires.* Dans de nombreux pays, la faiblesse des capacités techniques de certains partenaires limite la promotion des domaines d'action identifiés. L'investissement dans le renforcement des capacités des partenaires les plus importants améliorera l'impact des actions de l'UNGEI. À cette fin, il faut tenir compte systématiquement des avantages comparatifs des partenaires actuels du réseau.
- *Garantir un suivi systématique et des normes de responsabilité financière pour les actions de l'UNGEI à tous les niveaux.* Pour améliorer son efficacité et son rendement, l'UNGEI doit établir des normes claires de responsabilité financière à tous les niveaux et exercer un suivi systématique à intervalles réguliers. Le Cadre de suivi et d'évaluation du CCM facilitera ce processus. Il en va de la crédibilité de l'UNGEI et, en retour, de l'efficacité de ses actions.

Accélérer la réalisation de l'égalité des sexes dans l'éducation

Réaliser l'égalité des sexes dans l'éducation est un immense défi, et tous les acteurs, y compris la communauté internationale, les gouvernements et les décideurs nationaux, ainsi que la société civile doivent déployer des efforts concertés pour atteindre cet objectif. À cette étape, les mesures suivantes s'imposent :

- *Conserver et, si nécessaire, renforcer les investissements dans les interventions qui ont contribué à faire progresser la scolarisation et la fréquentation scolaire des filles.* Il s'agit de : (i) moderniser les bâtiments, notamment de fournir des installations sanitaires séparées et propres; (ii) fournir des subventions et des incitations financières aux filles, par exemples points, argent, bourses et uniformes, et abolir les frais de scolarité pour tous les enfants; (iii) créer des milieux scolaires sans danger, tant physique que psychologique; et (iv) habiliter la communauté à participer à la gestion de l'école. Toute régression à cette étape n'entraverait pas seulement le rythme des progrès vers la réalisation des OMD et des but de l'EPT visant à favoriser l'égalité des sexes dans l'éducation, mais retarderait la réalisation de toutes les autres cibles ayant trait à la santé et à la pauvreté.
- *Accorder davantage d'attention aux politiques, au financement et à la programmation relatifs à l'égalité des sexes.* Il faut se focaliser sur les activités et la gestion scolaires; les mécanismes scolaires; les manuels et le choix de matières; la préparation et la formation des enseignants en termes d'attitudes, compétences, connaissances et application; et les questions liées à la violence contre les filles à l'école et en dehors de l'école. Il ne suffit donc pas de faire entrer les filles à l'école pour aboutir au changement de société escompté. L'éducation doit profiter à tous les élèves pour une société juste et égale.
- *Intégrer l'égalité des sexes dans l'éducation à tous les niveaux, notamment politique, budgétaire et administratif.* Les questions d'égalité des sexes ne peuvent pas être traitées comme si elles étaient accessoires. L'intégration des sexes spécifiques exige un investissement dans le renforcement des capacités techniques et tout le soutien nécessaire. Il faut donc agir aux niveaux mondial, régional et national, parallèlement avec d'autres recommandations, par exemple la communication systématique de messages clés à l'ensemble du réseau, la mise au point d'outils pour établir les procédures à appliquer pour les recommandations et institutionnaliser les relations entre les organes pertinents.
- *Assurer une éducation qui répond aux besoins des garçons et des filles lors des situations d'urgence.* Les situations d'urgence sont parfois une bonne occasion d'apporter des changements à des systèmes d'éducation susceptibles de contribuer à l'égalité des sexes à long terme. Tous les

acteurs – gouvernements, collectivités locales et organismes d'aide internationaux – doivent travailler de concert, autant que possible, dans le cadre du groupe sectoriel de l'éducation du Comité permanent interinstitutions, pour s'assurer que l'analyse des besoins éducatifs lors des situations d'urgence tient dûment compte des dimensions de la crise qui touchent les femmes, et que la préparation aux crises, la réaction, ainsi que les plans de suivi et d'évaluation, sont élaborés conformément aux normes minimales établies par le Réseau inter-agences d'éducation d'urgence, qui traite des divers aspects de l'égalité des sexes.

- *S'assurer que les mesures en faveur de l'égalité des sexes englobent les besoins des garçons comme ceux des filles, et y répondent.* Pour déployer des politiques efficaces, il faut comprendre les différentes raisons pour lesquelles les garçons et les filles sont privés d'éducation. Comme l'échec des garçons n'est généralement pas le résultat d'une subordination de longue date ou structurelle, appliquer aveuglément des mesures destinées aux filles sera inapproprié et inefficace.

- *Intégrer les questions spécifiques dans les divers aspects du développement, en particulier la protection sociale et la lutte contre la pauvreté.* Ces mesures feront progresser l'éducation des filles et accéléreront le mouvement vers l'égalité des sexes dans l'éducation. Un certain nombre de problèmes qui peuvent entraver gravement l'accès des filles à la scolarisation, par exemple la vulnérabilité à l'insécurité des moyens de subsistance, peuvent être combattus grâce à des mesures de protection.

Grâce à l'expérience acquise au cours de la dernière décennie, l'UNGEI est plus apte à faire des choix stratégiques et à concentrer son attention sur les domaines jugés les plus cruciaux et qui exigent le plus d'attention pour faire avancer l'éducation des filles et l'égalité des sexes. L'UNGEI est prête à prendre les mesures nécessaires pour renforcer l'efficacité des interventions à tous les niveaux jusqu'à ce que la tâche qui lui incombe – garantir une éducation à toutes les filles et l'égalité des sexes dans l'éducation – soit accomplie.



UNICEF/NYHQ2009/1240/Giacomo Prozzi

¹ Herz, Barbara, *Educating Girls in South Asia: Promising approaches*, Bureau régional pour l'Asie du Fonds des Nations Unies pour l'enfance et Initiative des Nations Unies pour l'éducation des filles, Katmandou, 2006.

² Fonds des Nations Unies pour l'enfance, 'Partnerships in Practice: From AGEI to UNGEI', Rapport analytique sur un atelier portant sur l'éducation des filles 7–20 novembre 2003.

³ Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, *Rapport mondial de suivi sur l'éducation pour tous : atteindre les marginalisés*, UNESCO, Paris, 2010. Le rapport (*RMS 2010*) regroupe de nombreuses écoles et établit la relation entre les désavantages au plus jeune âge et les résultats scolaires et l'achèvement des études par la suite.

⁴ Liste complète des pays dans leurs régions selon le *RMS 2010*, p. 331, voir Annexe III.

⁵ Le *RMS 2010* fournit des estimations sur les enfants non scolarisés sur la base des données relatives à l'inscription.

⁶ Le *RMS 2010* fournit une analyse détaillée des adolescents non scolarisés p.74.

⁷ *RMS 2010*, p. 81.

⁸ Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, *EPT, Rapport mondial de suivi 2009 : Vaincre l'inégalité : L'importance de la gouvernance*, UNESCO, Paris, 2008, p.1-2.

⁹ Fonds des Nations Unies pour l'enfance, *La Situation des enfants dans le monde 2009, Numéro spécial : Célébrer les 20 ans de la Convention relative aux droits de l'enfant – Tableaux statistiques*, UNICEF, New York, 2010. Statistiques portant sur les années 2003–2007, p. 36-39

¹⁰ Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, *Rapport mondial de suivi 2003/4 de l'EPT, Genre et Éducation pour tous : Le pari de l'égalité*, UNESCO, Paris, 2003, p.12.

¹¹ Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, *Rapport mondial de suivi 2008 de l'EPT : Éducation pour tous en 2015 : Un objectif accessible?*, UNESCO, Paris, 2007; *RMS 2009*, p.94.

¹² Page, Elspeth, et Jyotsna Jha, éditeurs, *Exploring the Bias: Gender and stereotyping in secondary schools*, Secrétariat du Commonwealth, Londres, 2009.

¹³ *RMS 2008*, p. 87.

¹⁴ Jha, Jyotsna, et Fatimah Kelleher, *Boys' Underachievement in Education: An exploration in selected Commonwealth countries*, Secrétariat du Commonwealth, Londres, 2006.

¹⁵ Wellesley Centers for Research on Women, *Unsafe Schools: A literature review of school-related gender-based violence in developing countries*, Agency for International Development des États-Unis, Washington, D.C., 2003; et Management Systems International, *Are schools safe havens for children?: Examining school-related gender-based violence*, Agency for International Development des États-Unis, Washington, D.C., 2008.

¹⁶ Management Systems International, *Are Schools Safe Havens for Children?: Examining school-related gender-based violence*, Agency for International Development des États-Unis, Washington, D.C., 2008, p.8.

¹⁷ Comité consultatif mondial de l'Initiative des Nations Unies pour l'éducation des filles, 'Towards Gender Equality in Education: Progress and challenges in Asia-Pacific Region', Document de travail, Réunion technique Asie-Pacifique, 11–12 juin 2008, p.23.

¹⁸ Page, Elspeth, et Jyotsna Jha, éditeurs, *Exploring the Bias: Gender and stereotyping in secondary schools*, Secrétariat du Commonwealth, Londres, 2009.

¹⁹ Pinheiro, Paulo Sérgio, *Rapport mondial sur la violence contre les enfants*, Nations Unies, Genève, 2006, p. 118.

²⁰ *RMS 2010*, pp. 45–46.

²¹ Centre de recherche Innocenti du Fonds des Nations Unies pour l'enfance et Gouvernement des Pays-Bas, *A Study on Violence against Girls: Report on the International Girl Child Conference, 9–10 mars 2009*, UNICEF, Florence, 2009.

²² *RMS 2009*.

²³ Kirk, Jackie, 'Addressing Gender Disparities in Education in Contexts of Crisis, Postcrisis and State Fragility', in *Girls' Education in the 21st Century: Gender equality, empowerment and growth*, édité par Mercy Miyang Tembon et Lucia Fort, Banque mondiale, Washington, D.C., 2008, pp. 159-160.

²⁴ Fonds des Nations Unies pour l'enfance, 'Policy Advocacy and Partnerships for Children's Rights: Food price instability', <www.unicef.org/policyanalysis/index_49071.html>, consulté le 6 mars 2010, et *RMS 2010*, p.1, décrivent l'impact de la récession économique sur l'éducation.

²⁵ Fondé sur les réponses réunies en Asie du Sud à une enquête de l'UNGEI. La réponse citée est extraite d'une étude réalisée par Myriam Blaser et soumise à l'UNICEF Népal à l'occasion de l'atelier Témoignage en faveur de l'éducation du Bureau régional de l'UNICEF pour l'Asie du Sud réuni en octobre 2009, p.28-29.

²⁶ Consulter l'Annexe III pour la liste complète des pays figurant dans chaque région, selon la pratique de l'UNICEF.

²⁷ Le compte rendu sur les activités et le fonctionnement de l'UNGEI se fonde sur une analyse des documents d'archive de l'UNGEI et sur les réponses à une enquête interne informelle auprès des agents de liaison de l'UNGEI aux niveaux mondial, régional et national. Cette enquête a été effectuée par le CCM de l'UNGEI, avec le concours du Secrétariat.

²⁸ Pratiquement tous les outils, ressources et publications scientifiques de l'UNGEI sont disponibles sur le site de l'UNGEI : <www.ungei.org/resources/1612.html>. Les recherches peuvent être effectuées par titre, thème, région, date, type et maison d'édition.

²⁹ Ces documents existent en version imprimée et peuvent également être téléchargés sur <www.unicef.org/eapro/Gender_Snapshot_web.pdf>.

COMITÉ CONSULTATIF MONDIAL (CCM) DE L'UNGEI

Academy for Educational Development (AED) –
coprésident, 2008–2010

African Network Campaign on Education for All
(ANCEFA)

Agence canadienne de développement
international (ACDI)

Agence danoise pour le développement
international (Danida)

Agence norvégienne de coopération pour le
développement (Norad) – coprésident, 2006–
2008

Agence suédoise pour la coopération au
développement international (Sida) –
coprésident, 2004–2006 and 2009–2011

Agency for International Development des États-
Unis (USAID)

Asian South Pacific Bureau of Adult Education
(ASPBAE)

Banque mondiale

Campagne pour l'éducation des filles et des
femmes (Camfed) – coprésident, 2006–2008

Cisco Systems Inc.

Department for International Development (DFID)
du Royaume-Uni – coprésident, 2002–2006

Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF)

Fonds des Nations Unies pour la population
(UNFPA)

Forum des éducatrices africaines (FAWE)

Organisation des Nations Unies pour l'éducation,
la science et la culture (UNESCO)

Organisation internationale du Travail (OIT)

Programme alimentaire mondial (PAM)

Secrétariat du Commonwealth

World Vision International

PARTENAIRES MONDIAUX

Alliance Save the Children

American Institute for Research

Beyond Access

CARE

Comité international de secours (IRC)

Education Development Center

Fondation Aga Khan

Global Campaign for Women and AIDS

Initiative pour l'accélération de l'éducation pour
tous

Oxfam International

Plan International

Programme commun des Nations Unies sur le VIH/
SIDA (ONUSIDA)

World Education

World Learning



UNICEF/NYHQ2007-2686/Giacomo Pirozzi

INTERVENTIONS DE L'UNGEI : TOUR D'HORIZON

CONTRIBUTIONS TECHNIQUES ET RENFORCEMENT DES CAPACITÉS	DIALOGUE DE POLITIQUE ET PLAIDOYER	COORDINATION ET ALIGNEMENT SUR LA STRUCTURE DE L'AIDE
NIVEAU MONDIAL		
Études portant sur l'intégration des sexes et de l'éducation des filles dans la planification de l'éducation	Action et engagement sur la base de la publication annuelle du rapport mondial de suivi et ses processus	Des outils sont utilisés par les organismes partenaires pour promouvoir l'éducation des filles et l'intégration des sexes au sein de leurs organisations, ainsi que dans les programmes qu'ils soutiennent
Outils visant à faciliter l'intégration, l'examen et l'évaluation des questions d'égalité des sexes	Engagement envers les mécanismes de l'Éducation pour tous (EPT), en particulier lors des réunions du Groupe de haut niveau	Coordination réussie avec les mécanismes de l'EPT, notamment l'Initiative pour l'accélération de l'éducation pour tous de l'EPT
Outils de réglementation de la conduite et du fonctionnement de l'UNGEI	Engagement à appliquer les mécanismes de l'Initiative pour l'accélération de l'Éducation pour tous	Lobbying auprès de tous les forums mondiaux pour que des allocations financières plus substantielles et plus régulières soient accordées à l'éducation des filles et à l'égalité des sexes dans l'éducation
Renforcement des capacités pour mener les actions mentionnées ci-dessus	Utilisation d'autres espaces pour promouvoir politiques et allocations budgétaires pour l'égalité des sexes dans l'éducation, notamment les réunions ministérielles du Commonwealth et les réunions de la Commission de la condition de la femme, et engagement auprès d'organes régionaux tels que l'Union africaine, l'Organisation des ministres de l'Éducation de l'Asie du Sud-Est et l'Association pour le développement de l'Éducation en Afrique	
Toutes les actions mentionnées ci-dessus menées en partenariat		
AFRIQUE DE L'EST ET AUSTRALE		
Documentation des meilleures pratiques en matière d'éducation des filles	Rôle important dans l'élaboration et l'adoption officielle de politiques relatives à l'égalité des sexes dans l'éducation dans plusieurs pays	L'UNICEF et le Forum des éducatrices africaines (FAWE), par l'intermédiaire de leurs bureaux/antennes de pays, ont largement contribué à des activités de plaidoyer en faveur d'une pédagogie adaptée aux besoins particuliers des filles et des garçons et à l'intégration des sexes
Intégration de la perspective homme-femme et élaboration de matériel de formation pertinent pour des modules de ressources sur l'éveil du jeune enfant et sur les approches sectorielles	Lancement d'un processus de vérification de la parité des sexes dans plusieurs pays, entraînant une révision des stratégies	Il apparaît que le partenariat est plus actif dans certains pays que dans d'autres
Préparation de documents visant à promouvoir la budgétisation des activités en faveur de l'égalité des sexes	Contribution à l'élaboration et au déploiement de stratégies nationales de communication englobant l'éducation des filles et à des campagnes de sensibilisation dans de nombreux pays	
Adaptation des outils de vérification de la parité des sexes élaborés au siège de l'UNGEI de façon à ce qu'ils répondent aux besoins régionaux	Élaboration d'un document conceptuel sur la transition post-primaire, qui a été utilisé lors des discussions sur les orientations de l'éducation des adolescentes dans la région	
Ateliers infrarégionaux et nationaux de renforcement des capacités (budgétisation des activités en faveur de l'égalité des sexes, audit et intégration du concept d'égalité dans la planification de l'éducation)		
AFRIQUE DE L'OUEST ET CENTRALE		
A mis au point deux outils spécifiques : Note stratégique pour l'accélération de l'éducation des filles dans la région et Cadre d'action du partenariat pour l'éducation des filles	Sensibilisation d'acteurs politiques clés, notamment le Forum des Parlementaires africains pour l'éducation, afin d'influencer la politique de l'éducation	L'UNICEF, le Bureau régional de l'UNESCO à Dakar, la CEDEAO, le FAWE, Aide et Action, ActionAid International, Save the Children et Plan International sont des partenaires importants de l'UNGEI
Ateliers infrarégionaux organisés dans le but de renforcer les capacités en matière d'égalité des sexes ainsi que l'utilisation du document du Cadre	Étude par les partenaires régionaux, suivie d'un examen des initiatives prises pour mettre fin à la violence, à utiliser pour soutenir les pays dans leurs efforts visant à promouvoir le droit des enfants et des filles à une protection et à une éducation de qualité	Un certain nombre de pays possèdent des réseaux opérationnels officiels de l'UNGEI, tandis que d'autres ont formé des partenariats autour de l'éducation des filles
La Commission de la CEDEAO, un partenaire de l'UNGEI, mobilise et renforce les capacités des agents de liaison responsables de l'égalité dans les ministères de l'éducation	Échange d'informations entre les pays entraînant l'intégration de l'égalité des sexes dans les activités d'éveil du jeune enfant et d'éducation lors des situations d'urgence	Privilégie l'adoption d'un plan en faveur de l'éducation des filles et son intégration dans les plans sectoriels

CONTRIBUTIONS TECHNIQUES ET RENFORCEMENT DES CAPACITÉS	DIALOGUE DE POLITIQUE ET PLAIDOYER	COORDINATION ET ALIGNEMENT SUR LA STRUCTURE DE L'AIDE
MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE DU NORD		
Renforcement des capacités en matière d'intégration de l'égalité des sexes et d'élaboration de directives appropriées aux niveaux infrarégional et national	Échange d'informations entre les pays débouchant sur l'intégration de l'égalité des sexes dans l'éveil du jeune enfant et l'éducation lors des situations d'urgence	Partenariat avec les ministères de l'enfant et de la femme de la Ligue des États arabes afin de renforcer les partenariats régionaux sur l'éveil du jeune enfant
Mise au point d'une série d'outils sur l'égalité des sexes dans l'éducation afin de soutenir la planification au niveau des pays; le réseau organisera des ateliers pour aider les pays à utiliser les outils	Approche différenciée du dialogue politique dans différents pays, par ex. élaboration de stratégies intégrant les sexospécificités dans l'éducation dans les pays les moins avancés, documentation sur les pratiques de pays qui peuvent servir de modèles, et sensibilisation visant à accorder davantage d'attention à l'égalité des sexes dans les pays qui ont atteint ou sont sur la bonne voie pour atteindre la parité dans l'éducation	
	Partenariat avec les médias afin de promouvoir l'apprentissage auprès des pairs	
ASIE DE L'EST ET PACIFIQUE		
Publications afin de mettre en lumière les questions et problèmes spécifiques à la région	Publication de documents sur les principales journées de commémoration et les célébrations (par exemple, réunion régionale des coordonnateurs de l'EPT à l'occasion de la Semaine d'action mondiale pour l'EPT ou de la Journée mondiale contre le travail des enfants) en tant que stratégie efficace de sensibilisation	Le Groupe de travail de l'UNGEI au niveau régional a élaboré un plan de travail portant sur trois secteurs : mention de l'importance de l'égalité des sexes dans les activités de sensibilisation à l'éducation, la création de connaissances et la gestion des connaissances
Analyse des méthodes novatrices de promotion de l'éducation des filles	Le Groupe de travail est représenté et actif dans divers forums régionaux afin que l'égalité des sexes dans l'éducation ne soit pas oubliée	Le Groupe de travail au niveau régional s'efforce de rallier des organisations des Nations Unies, de la société civile et autres afin d'élargir son réseau et d'harmoniser les efforts en faveur de l'égalité des sexes dans l'éducation
Large diffusion de publications de sensibilisation		
Ateliers régionaux et infrarégionaux visant à promouvoir des politiques et programmes appropriés en matière d'éducation des filles et d'égalité des sexes dans l'éducation		
ASIE DU SUD		
Une série d'études analytiques visant à évaluer les situations existantes; à analyser les politiques, programmes et autres tendances; et à offrir des critiques significatives et des solutions novatrices	Groupe de travail d'experts et de professionnels pour guider et réviser les publications	Réussite dans l'influence des politiques en mettant en œuvre des changements concrets dans certains pays par le biais d'une coordination efficace avec les ministères de l'éducation
Large diffusion pour promouvoir le débat grâce à un échange d'idées et pour ouvrir de nouveaux horizons en termes de solutions politiques	Ateliers et colloques régionaux sur des thèmes spécifiques; et publications et outils ont été diffusés pour promouvoir le dialogue sur les politiques	L'UNGEI a créé un groupe plus large appelé « Amis de l'UNGEI », reflétant les liens qui unissent les organismes, institutions et individus partenaires aux niveaux régional et mondial. Cela a facilité l'accès à une expertise et à des ressources pertinentes qui ne se trouvaient pas forcément dans la région elle-même
	Dans certains pays, le réseau a adopté une approche collaborative grâce à laquelle de nombreux ministères et parties prenantes (médias, parlementaires et militants) s'efforcent de rendre l'éducation plus soucieuse des sexospécificités et plus inclusive	Les partenariats de l'UNGEI sont officiels dans cinq pays
	Un bilan sur l'égalité des sexes dans l'éducation classe 7 pays sur la base de quatre indicateurs – gouvernance, capacités, ressources et possibilités. Les réseaux de l'UNGEI entendent utiliser ce bilan pour des analyses infra-nationales et un plaidoyer en faveur d'une réforme des politiques et d'actions diverses	
	De « jeunes champions » sont repérés et formés de manière à ce qu'ils deviennent des modèles et des éducateurs pour leurs camarades	

RÉGIONS, SELON LE CLASSEMENT DE L'UNICEF

Afrique subsaharienne

Afrique du Sud; Angola; Bénin; Botswana; Burkina Faso; Burundi; Cameroun; Cap-Vert; Comores; Congo; Côte d'Ivoire; Djibouti; Érythrée; Éthiopie; Gabon; Gambie; Ghana; Guinée; Guinée équatoriale; Guinée-Bissau; Kenya; Lesotho; Libéria; Madagascar; Malawi; Mali; Maurice; Mauritanie; Mozambique; Namibie; Niger; Nigéria; Ouganda; République centrafricaine; République démocratique du Congo; République-Unie de Tanzanie; Rwanda; Sao Tomé-et-Principe; Sénégal; Seychelles; Sierra Leone; Somalie; Soudan; Swaziland; Tchad; Togo; Zambie; Zimbabwe

Moyen-Orient et Afrique du Nord

Algérie; Arabie saoudite; Bahreïn; Djibouti; Égypte; Émirats arabes unis; Iran (République islamique d'); Iraq; Jamahiriya arabe libyenne; Jordanie; Koweït; Liban; Maroc; Oman; Qatar; République arabe syrienne; Soudan; Territoire palestinien occupé; Tunisie; Yémen

Asie du Sud

Afghanistan; Bangladesh; Bhoutan; Inde; Maldives; Népal; Pakistan; Sri Lanka

Asie de l'Est et Pacifique

Brunei Darussalam; Cambodge; Chine; Fidji; Îles Cook; Îles Marshall; Îles Salomon; Indonésie; Kiribati; Malaisie; Micronésie (États fédérés de); Mongolie; Myanmar; Nauru; Nioué; Palaos; Papouasie-Nouvelle-Guinée; Philippines; République de Corée; République populaire démocratique de Corée; Samoa; Singapour; Thaïlande; Timor-Leste; Tonga; Tuvalu; Vanuatu; Viet Nam

Amérique latine et Caraïbes

Antigua-et-Barbuda; Argentine; Bahamas; Barbade; Belize; Bolivie (État plurinational de); Brésil; Chili; Colombie; Costa Rica; Cuba; Dominique; El Salvador; Équateur; Grenade; Guatemala; Guyana; Haïti; Honduras; Jamaïque; Mexique; Nicaragua; Panama; Paraguay; Pérou; République dominicaine; Saint-Vincent-et-les-Grenadines; Sainte-Lucie;

Saint-Kitts-et-Nevis; Suriname; Trinité-et-Tobago; Uruguay; Venezuela (République bolivienne du)

Europe centrale et orientale et Communauté d'États indépendants

Albanie; Arménie; Azerbaïdjan; Bélarus; Bosnie-Herzégovine; Bulgarie; Croatie; Fédération de Russie; Géorgie; Kazakhstan; Kirghizistan; L'ex-République yougoslave de Macédoine; Monténégro; Ouzbékistan; République de Moldova; Roumanie; Serbie; Tadjikistan; Turkménistan; Turquie; Ukraine

Pays/territoires industrialisés

Allemagne; Andorre; Australie; Autriche; Belgique; Canada; Chypre; Danemark; Espagne; Estonie; États-Unis; Finlande; France; Grèce; Hongrie; Irlande; Islande; Israël; Italie; Japon; Lettonie; Liechtenstein; Lituanie; Luxembourg; Malte; Monaco; Norvège; Nouvelle-Zélande; Pays-Bas; Pologne; Portugal; République tchèque; Royaume-Uni; Saint-Marin; Saint-Siège; Slovaquie; Slovénie; Suède; Suisse

RÉGIONS, SELON LE CLASSEMENT DE L'UNESCO

États arabes

Algérie; Arabie saoudite; Bahreïn; Djibouti; Égypte; Émirats arabes unis; Iraq; Jamahiriya arabe libyenne; Jordanie; Koweït; Liban; Mauritanie; Maroc; Oman; Qatar; République arabe syrienne; Soudan; Territoire palestinien occupé; Tunisie; Yémen

Europe centrale et orientale

Albanie; Bélarus; Bosnie-Herzégovine; Bulgarie; Croatie; Estonie; Fédération de Russie; Hongrie; L'ex-République yougoslave de Macédoine; Lettonie; Lituanie; Monténégro; Ouzbékistan; Pologne; République de Moldova; République tchèque; Roumanie; Serbie; Slovaquie; Slovénie; Tadjikistan; Turkménistan; Turquie; Ukraine

Asie centrale

Arménie; Azerbaïdjan; Géorgie; Kazakhstan; Kirghizistan; Mongolie; Ouzbékistan; Tadjikistan; Turkménistan

Asie de l'Est

Brunei Darussalam; Cambodge; Chine; Indonésie; Japon; Macao (Chine); Malaisie; Myanmar; Philippines; République de Corée; République démocratique

populaire lao; République populaire démocratique de Corée; Singapour; Thaïlande; Timor-Leste; Viet Nam

Pacifique

Australie; Fidji; Îles Cook; Îles Marshall; Îles Salomon; Kiribati; Micronésie (États fédérés de); Nauru; Nioué; Nouvelle-Zélande; Palaos; Papouasie-Nouvelle-Guinée; Samoa; Tokélaou; Tonga; Tuvalu; Vanuatu

Amérique latine

Argentine; Bolivie (État plurinational de); Brésil; Chili; Colombie; Costa Rica; Cuba; El Salvador; Équateur; Guatemala; Honduras; Mexique; Nicaragua; Panama; Paraguay; Pérou; République dominicaine; Uruguay; Venezuela (République bolivienne du)

Caraïbes

Anguilla; Antigua-et-Barbuda; Antilles néerlandaises; Aruba; Bahamas; Barbade; Belize; Bermudes; Dominique; Grenade; Guyana; Haïti; Îles Cayman; Îles Turques et Caïques; Îles vierges britanniques; Jamaïque; Montserrat; Sainte-Lucie; Saint-Kitts-et-Nevis; Saint-Vincent-et-les-Grenadines; Suriname; Trinité-et-Tobago

Amérique du Nord et Europe occidentale

Allemagne; Andorre; Autriche; Belgique; Canada; Chypre; Danemark; Espagne; États-Unis; Finlande; France; Grèce; Irlande; Islande; Israël; Italie; Luxembourg; Malte; Monaco; Norvège; Pays-Bas; Portugal; Royaume-Uni; Saint-Marin; Suède; Suisse

Asie du Sud et de l'Ouest

Afghanistan; Bangladesh; Bhoutan; Inde; Iran (République islamique d'); Maldives; Népal; Pakistan; Sri Lanka

Afrique subsaharienne

Afrique du Sud; Angola; Bénin; Botswana; Burkina Faso; Burundi; Cameroun; Cap-Vert; Comores; Congo; Côte d'Ivoire; Érythrée; Éthiopie; Gabon; Gambie; Ghana; Guinée; Guinée équatoriale; Guinée-Bissau; Kenya; Lesotho; Libéria; Madagascar; Malawi; Mali; Maurice; Mozambique; Namibie; Niger; Nigéria; Ouganda; République centrafricaine; République démocratique du Congo; République-Unie de Tanzanie; Rwanda; Sao Tomé-et-Principe; Sénégal; Seychelles; Sierra Leone; Somalie; Swaziland; Tchad; Togo; Zambie; Zimbabwe

« Un monde où toutes les filles et tous les garçons du monde obtiennent, grâce à une éducation de qualité, les moyens de réaliser tout leur potentiel et de contribuer à transformer les sociétés de manière à ce que l'égalité des sexes y devienne une réalité. »

— La vision de l'UNGEI



Initiative des Nations Unies pour l'éducation des filles

c/o UNICEF
Section de l'éducation
Programmes
3 United Nations Plaza
New York, NY 10017, États-Unis

Courriel : ungei@unicef.org
Internet : <http://www.ungei.org>

ISBN 978-92-806-4529-3



9 789280 645293

